

INFORMATIONS

CORRESPONDANCE

OUVRIERES

le Numéro : 1 F 50 - MENSUEL

N° 89 JANVIER 1970

SOMMAIRE

Les Travailleurs en France	1
Grande-Bretagne	7
Italie	9
Belgique	14
Discussions	17
Notes de lecture	19
Correspondance	21
Groupes en liaison	27

Directeur de la Publication : P. BLACHIER
Imprimerie Coop. l'Abeille -- Montpellier

Les Travailleurs en France

MARSEILLE

les dockers et les autres (1-12-69)

Au moment où j'écis ces lignes, tout trafic a complètement cessé, pour la troisième fois de son histoire, sur le port. C'est devenu désormais la riposte classique des acconiers que de décréter le lock-out lorsque des grèves vigoureuses stoppent, même de façon momentanée, la formation du profit. Les dockers, depuis le 16 septembre, refusaient les heures supplémentaires, le travail de nuit et les vacances du dimanche.

Il est à noter qu'avec un équipement mécanique perfectionné au plus haut point, le port occupé à l'heure actuelle, le premier rang européen pour la rapidité de chargements et de déchargements des navires et, que pour cette raison, les luttes s'y produisent en permanence. Le vendredi 21 novembre, j'assiste à l'assemblée générale des dockers qui reconduisent leur mouvement pour 24 heures. Je suis là avec deux autres camarades, parmi 3.000 gars, alors que le meeting touche à sa fin. Le délégué C.G.T. des dockers stigmatise « l'action provocatrice des individus qui ont osé, ce matin même, prendre la parole chez nous. Ils sont pareils à ceux qui ont attaqué le commissariat de police et dévasté la faculté de médecine. Camarades, ces individus qui ne connaissent rien à nos souffrances, qui ignorent tout de nos luttes, ceux-là, au nom du syndicat, il faut les briser ! » Un grand nombre de dockers applaudit. Cela nous amène à dire que la police syndicale ne laissera à quiconque le soin de faire la chasse aux sorcières « gauchistes ». Cinq jours plus tard (26 nov.), ce sera l'annonce du lok-out décidé par l'U.N.I.M.P.T. qui mettra à nu une nouvelle fois la jactance syndicale.

D'autres grèves, dans lesquelles les travailleurs lut-

tent pour de meilleures conditions de vie et de travail, se sont étendues à de nombreux secteurs de l'économie marseillaise. Ce sont d'abord les cheminots du réseau urbain qui, menacés de suppression d'emploi, notamment celui de receveur sur les machines, arrêterent spontanément le travail. A ce mouvement succédèrent les grèves de l'alimentation, des transports routiers et de la métallurgie. Cette riposte immédiate d'un grand nombre de travailleurs contre la diminution des salaires réels provoquée, à ce moment là, par la toute récente dévaluation ne semble néanmoins n'avoir jamais mis aux prises les appareils syndicaux et les travailleurs. Dans certaines entreprises, les grèves furent dirigées de bout en bout par les syndicats qui se fortifièrent de l'entrée en lutte de nombreuses femmes et de jeunes travailleurs.

Il peut paraître pour le moins paradoxal de se revendiquer de l'autonomie du prolétariat et, d'autre part, constater l'absence d'organes autonomes de lutte. La vérité des faits est ainsi : il y a un niveau de réalités qui est ce qu'il est, c'est-à-dire déterminé par les conditions de la production. C'est un secret pour personne qu'ici le capital organique est plus faible que partout ailleurs dans les grandes régions industrielles françaises. Une foule de petites entreprises employant pour la plupart entre 500, 1.000 ou 1.500 ouvriers, dispersées sur une vaste zone d'industrialisation inachevée, subsistent en attendant d'être absorbées par les regroupements en cours. Tout ce contexte, que nous esquissons « grosso-modo », explique pour beaucoup la conduite des travailleurs ; dans leurs luttes. Pour apprécier aussi correctement que possible les caractéristiques du mouvement ouvrier dans la région qui nous occupe ici, il serait nécessaire de les relier à cette structure et remonter le fil du temps. Or, cela n'est pas possible dans le cadre de ce simple article. Succinctement, disons qu'au sortir de la 2ème guer-

re mondiale, les syndicats apportent leur soutien à l'effort de reconstruction nationale, sont devenus plus puissants que jamais. Cela se réalisera sous le double signe des lois sociales et de la mobilisation des travailleurs par le canal de la bureaucratie politico-syndicale. Durant cette époque, les rares grèves sauvages furent réprimées par les forces anti-fascistes aussi durement que si elles l'avaient été par la bourgeoisie. Triomphant sur tous les tableaux, l'appareil stalinien, bien rôdé par la « Résistance » s'installait pour la première fois à la municipalité et, devait rester jusqu'à ce jour majoritaire au sein de la classe ouvrière.

La mise en relief de l'évolution du capitalisme, la place et le rôle tenus par les appareils syndicaux et, enfin, le comportement des travailleurs s'est faite au cours des conflits de la métallurgie. Dans la grève de Coder qui a démarré par solidarité avec 2 ouvriers dont les contrats de travail n'étaient plus renouvelés, nous voyons certains ingénieurs distribuer des tracts appelant à une rapide reprise du travail et, les syndicats exhorter le personnel à ne pas se laisser aller à la provocation. Alors que seul l'élargissement de cette grève à toute la métallurgie devenait le facteur décisif de sa réussite, pour les syndicats il convenait d'isoler au maximum les travailleurs dans l'usine ; le terme même d'extension était violemment rejeté comme pouvant donner prise à la provocation. Au cours des grèves successives, la Coder a amplement alimenté d'idées toutes faites les oppositionnels gauchistes qui voient en elle l'avant-garde effective du prolétariat marseillais. Tous les groupuscules, à quelque idéologie qu'ils se réfèrent, veulent arracher les travailleurs à l'emprise de l'actuelle bureaucratie. Ce n'est que très rarement, ou même pas du tout, qu'ils parviennent à amener quelques éléments ouvriers à partager des vues plus radicales.

Ici, une dégression doit être faite. L'on sait que depuis la rupture Sino-Soviétique, le maoïsme passe pour être, à cause d'une phraséologie extrémiste, la plus intransigeante position révolutionnaire. Aveuglés par un super-activisme, les groupes pro-chinois ne peuvent pas s'apercevoir qu'il en est aujourd'hui de la Chine comme de la Russie vers 1920. Elle cherche sa place dans le marché capitaliste international et, sitôt arrivée à une rupture de son isolement, il ne sera plus question pour les dirigeants chinois de jouer aux boute-feux révolutionnaires. L'intervention d'un groupe maoïste dans la grève de Coder a permis à la bureaucratie syndicale de faire approuver par les métallos les éternelles consignes de prudence et de discipline. Quant à elle, la direction attendait des chéfaillons ouvriers qu'ils aient ancré dans l'esprit des grévistes l'idée qu'il y a des revendications à ne pas avancer en n'importe quelle conjoncture économique. En dépit d'une combattivité certaine des métallos, qui réussirent à faire réintégrer leurs camarades, l'accord signé au deuxième jour de grève représente les limites de ce mouvement : aucune brèche n'a été ouverte ni dans la hiérarchie des salaires, ni dans le système de primes, et le salaire aux pièces reste en vigueur. Le second conflit de Port-de-Bouc a montré à quel point la bureaucratie syndicale s'était adaptée aux impératifs de la production, et parallèlement a montré combien elle était devenue l'agent d'expansion du capitalisme. L'armement français qui s'est regroupé au moment où la crise algérienne trouvait une issue favorable pour le capitalisme, compte aujourd'hui un effectif global de 560 navires représentant 8.040.000 tonnes de port en lourd. Du 1er juillet 1969 au 1er novembre de la même année, la flotte a désarmé 13 navires pour en intégrer 8 dans le même temps ; gagnant par cette opération 45.000 tonnes de port en lourd. D'ici moins d'un an, 72 nouvelles unités, soit 3.208.500 tonneaux seront affectés au trafic maritime. Une grande partie d'entre elle sera construite

dans les chantiers navals de la Ciotat et de Port-de-Bouc. C'est dire d'une part, l'importance de la métallurgie navale dans la région marseillaise, et l'ampleur avec tous ses effets du mouvement de réorganisation des chantiers navals. Actuellement, les chantiers navals de Port-de-Bouc, contrôlés par le conseil d'administration de ceux de la Ciotat, ont cessé d'être rentables.

Après les précédents crédits de 2 milliards qui lui avaient été alloués sous forme de subvention à la société C.A.P. Chantiers et Ateliers de Provence) qui devenait alors Provence Industrie (P.I.), on estime qu'il faudrait près de 3 milliards pour que Bouc continua à fonctionner suivant les critères capitalistes de rentabilité ; or, le conseil d'administration de la Ciotat a refusé de débloquer les crédits. A partir de l'instant où la construction à Bouc (en sous-traitance par la Ciotat) de 12 coques de crevetiers pour Cuba, soit 250.000 heures de travail, fut arrêtée et, les quelques 500 métallos de P.I. mis en chômage, la bureaucratie syndicale s'employa à réclamer des mesures que ne désavouerait pas le capitalisme lui-même.

« Alors que la nécessité d'industrialiser notre pays n'a jamais aussi été impérieuse, alors que 10 % du territoire seulement est industrialisée contre 16 % pour l'ensemble de l'Europe, rien n'est vraiment fait pour combler le retard. »

« La Marseillaise, 8-11-69. »

Citant le nombre de chômeurs, le même journal écrit plus loin :

« Combien de misères, quelles angoisses, quels découragements, quel gaspillage de capital humain recouvrent ces chiffres. »

Est-elle allée aussi loin la vieille social-démocratie dans ses affaires de services à la bourgeoisie ? A-t-elle jamais essayé de faire accepter aux travailleurs la morale de la production avec autant de cynisme ? Il est clair que pour nos modernes chevaliers de la « démocratie avancée », le capital doit sans cesse gagner en importance. S'il y a une « dignité de l'ouvrier » (sic), c'est cette expansion qui la garantira. Plutôt que de montrer aux travailleurs frappés par le chômage qu'en régime capitaliste les moyens de production, toujours croissants, s'opposent à eux comme une formidable force ennemie, la C.G.T. préfère s'adresser à une vague opinion publique.

Avec les atomistes de Cadarache, les dockers qui ignorent à ce moment qu'ils seront lock-outés et les métallos, il y a un défilé qui démarre de la place de la Joliette, principal lieu d'embauche de la manutention portuaire, pour se disperser au bas de la rue de la République.

C'est, une fois encore, une démonstration de « force tranquille et d'unité », 15.000 travailleurs défilent lentement derrière les politiciens de l'opposition. Ils paraissent satisfaits de la forme que les syndicats donnent à la manifestation. Les hommes de confiance C.G.T. des dockers crient « pavillon français ! », et ceux de Cadarache « Westinghouse go home », l'éternel « Charlot des sous », remplacé par « Pompidou au trou », il y a aussi le syndicat F.O. de la chimie qui s'est taillé une réputation « gauchiste » à l'occasion de diverses grèves.

Les travailleurs habitués à des conflits les opposant aux patrons, à la conciliation par le jeu de l'arbitrage, se sont fortifiés de l'illusion que l'Etat intervient favorablement à leurs côtés. C'est sur cette méconnaissance que spéculent la bureaucratie syndicale, espérant affermir les parcelles de pouvoir à sa disposition dans les organisations étatiques où se décide l'exploitation des ouvriers.

(Paris)

UN CAMARADE DU LIVRE

qui était en retard dans le paiement de ses cotisations au Syndicat Général du Livre et des industries connexes de la région parisienne (C.G.T.), a reçu, par la poste, la circulaire suivante, imprimée, qui doit être adressée à tous les récalcitrants :

« Camarade,

En procédant au contrôle périodique du fichier, nous avons constaté que vous aviez négligé de payer vos cotisations syndicales depuis plusieurs mois.

La présente circulaire, conformément aux dispositions statutaires a pour objet d'aviser les camarades étant dans ce cas.

S'il ne s'agit que d'une négligence, nous vous demandons de bien vouloir la réparer au plus tôt ; mais s'il s'agit d'une détermination réfléchie, nous serions désireux d'en connaître les raisons ; voulez-vous avoir l'obligance de nous en faire part.

Un examen objectif des résultats de notre action syndicale au cours des dernières années montre qu'elle a été positive ; elle compte à son actif de belles réalisations profitables à l'ensemble des travailleurs.

Certes, il reste encore à faire, n'est-ce pas là notre but que d'aller sans cesse vers de nouvelles réalisations ? Mais, pour obtenir davantage, pour s'engager vers d'autres objectifs, et aussi pour préserver ce qui a été acquis, il est indispensable que le syndicat représente le plus grand nombre de camarades de la profession.

A la réflexion, une telle évidence ne peut échapper à personne ; aussi est-ce avec confiance que nous attendons votre réponse, persuadés qu'elle confirmera votre accord.

Dans cette attente, nous vous prions de croire, camarade, à nos sentiments fraternels et syndicalistes.

Pour le Conseil syndical central,
Le Secrétaire Général,
R. Bureau (sic).

Au bas de la page figure la mention suivante encadrée
PRIERE DE REpondre AU DOS DE LA PRESENTE
LETTRE.

ce qu'a fait le camarade dans les termes suivants :

« Messieurs,

Effectivement, je n'ai pas réglé mes cotisations syndicales depuis quelques mois. Ce n'est pas par erreur, ni non plus par oubli, mais par une détermination bien réfléchie. Je suis jeune et comme beaucoup de camarades jeunes ou vieux, j'attends énormément des jours qui viendront, et je vois malheureusement que le temps passe et qu'aucune vraie conquête n'est faite.

Nous avons eu 5 ans d'apprentissage pour arriver à gagner seulement 1.500 francs par mois, en faisant de longues et pénibles journées dans des ateliers malpropres (pour ne pas dire infects) où la cadence y est devenue infernale, les patrons durs et combattifs, où les revendications par ateliers ne donnent aucun résultat.

Quand un jour, un syndicat me montrera qu'il est capable de combattre durement et sans répit pour arriver à de véritables résultats, tels que Liberté Syndicale totale, retraite, sécurité d'emploi, salaires, des ateliers propres avec un minimum de confort, pas des lavabos avec 4 robinets pour 20 ouvriers et surtout nos 40 heures, alors là, je me resyndiquerai.

Recevez mes... etc... etc...

MAGASIN DE LA F.N.A.C. - PARIS

L'expérience d'un camarade de la région
parisienne

QU'EST-CE QU'UN TEST ?

Un test peut se présenter sous diverses formes, mais la fonction est identique : il s'agit d'étiqueter et de classer des comportements en fonction des critères définis par le patron qui paie le psychologue. Les tests désignent ceux qui peuvent ou non correspondre aux définitions données par la direction de l'entreprise.

Les informations ainsi transmises par le psychologue sont de 2 sortes :

1) Critères spécifiques

Indépendamment de toute formation professionnelle, une bonne vendeuse ne fait pas obligatoirement une bonne dactylo ; on insistera davantage, par exemple, sur le « sens des contacts » pour l'embauche d'une vendeuse, sur le caractère ordonné et méthodique pour celle d'une dactylo.

2) Critères généraux

En marge des critères précédents et pouvant se confondre avec eux, le psychologue fournit tout un arsenal d'informations générales, du genre « sens des responsabilités », « sens de la hiérarchie », « esprit d'initiative », etc...

Suivant qu'il se trouve ou non gratifié des étiquettes correspondant aux critères précisés au psychologue par la Direction (et elle seule), l'employé sera accepté ou éliminé voire licencié si le passage des tests intervient plus sieurs mois après l'embauche.

MANIPULATION DES TESTS

A quoi correspondent en fait ces étiquettes ?

On dit couramment « qu'an fait dire ce qu'on veut à un test ». Ce n'est pas tout à fait exact, mais ce qui est sûr, en revanche, c'est qu'un test ne vaut que par son interprétation et que celle-ci est orientée par la direction.

Prenons un exemple concret : une employée (secrétaire attachée à la Direction d'un grand magasin) a été récemment licenciée au lieu d'être affectée à un nouveau poste comme on le lui avait promis pour « manque de dens des contacts humains » décelé par le psychologue.

S'agit-il de quelqu'un de très timide, replié sur soi, ou au contraire super-agressif ? Ni l'un ni l'autre apparemment, vu que, d'une part, cette employée avait des rapports extrêmement faciles avec la plupart des employés du magasin, d'autre part, ses contacts avec la clientèle n'ont apparemment posé guère de problèmes, alors même qu'au mois de juillet 1969 elle s'est trouvée seule en l'absence de 3 directeurs pour régler en dernier ressort tout cas litigieux de clients mécontents. Elle a alors reçu jusqu'à 4 coups de téléphone quotidiens de clients exaspérés, répondu à des douzaines de clients mécontents du système de parking, eu des entrevues avec une demi-douzaine d'autres, dont 2 qu'on avait en vain essayé de calmer à divers niveaux, et il ne lui serait arrivé qu'une seule fois de laisser partir un client aussi mécontent qu'il était venu.

Que signifie dans ces conditions le « manque de sens des contacts humains » ? Ayant interrogé le psychologue à ce sujet, il lui a été répondu qu'elle avait des contacts superficiels satisfaisants, mais que les contacts en profondeur lui étaient difficile parce qu'elle avait « trop de personnalité » pour accepter sans discuter des affirmations avec lesquelles elle n'était pas d'accord.

Il est donc clair qu'il ne s'agissait pas de ses contacts avec la clientèle (quels contacts en profondeur exige-

rait-on à ce niveau ?) mais avec certains membres de la Direction qui ne la jugeaient vraisemblablement pas assez souple et docile.

Non seulement on est exploité, mais il faut en plus *plaire* à la Direction !

TESTER L'ESPRIT MAISON

En effet, si officiellement ce sont les critères spécifiques qui fournissent motif à renvoi, ce sont en fait les informations générales qui priment dans l'application des tests par la Direction ; il s'agit de savoir si les gens sont ou non intégrables à « l'esprit » (!) de l'entreprise, cet « esprit » étant, bien entendu, ce que le patron entend qu'il soit.

Il s'agit pour lui de savoir si le personnel qui lui est adressé est ou non manipulable et modelable. Ce qui intéresse le patron, ce n'est pas de savoir qui est réellement l'employé, mais comment il pourra l'intégrer sans bavures à son système de profit.

Si par exemple, le test indique que le sujet a tendance à redouter toute manifestation autoritaire, on sait comment le manœuvrer en cas de litige : on fera preuve d'autorité.

Si les tests concluent à un sens aigu des responsabilités, on montera éventuellement en épingle, chaque fois qu'on jugera nécessaire de calmer l'employé au mieux des intérêts de l'entreprise, les quelques responsabilités qu'on lui donne, etc...

LES TESTS, INSTRUMENTS DE REPRESSION

De plus, l'intéressé qui sert de cobaye n'a **AUCUN** droit de regard sur les résultats de son propre test.

SEULE LA DIRECTION connaît les résultats des tests. (Le cas cité plus haut est un peu particulier, dans la mesure où l'intéressée a réussi, non sans difficultés d'ailleurs, à convaincre le psychologue de lui communiquer verbalement un certain nombre de ses conclusions, mais on lui a, bien entendu, refusé toute consultation du rapport détenu par la Direction).

Ni au plan de la définition des critères d'embauche, ni à celui de l'exécution (possibilité de licenciement sur résultat de tests), personne (et pas les syndicats en particulier) n'a le moindre droit de regard.

De même que la gestion comptable des entreprises est une citadelle sur laquelle aucune possibilité de contrôle ni d'information n'est donnée, de même les tests restent la propriété exclusive de 2 ou 3 membres de la Direction.

Quand on pense que les lycéens eux-mêmes ont le droit de voir leur copie quand ils sont recalés à un examen...

Dans toute entreprise, le travailleur n'est qu'un pion, un robot à la discrétion du patron, une machine à faire de l'argent.

Critère essentiel d'embauche, a affirmé le psychologue, la **DOCILITE**. Il ne faut embaucher que des gens pouvant « prendre le style Maison », c'est-à-dire capables d'abdiquer leur propre personnalité quand les intérêts du patron l'exigent, au profit d'un type standard qu'on estampillera du label **MAISON**.

Après tout, pourquoi ne demanderait-on pas au patron de passer des tests pour savoir à son tour quels sont ses points faibles, comment le manœuvrer, etc... ?

La réponse est simple : parce qu'il n'acceptera pas, de toute évidence. Lui a les droits que lui confèrent l'argent et la position sociale de régner sur les gens au mieux de ses intérêts. Les autres ont juste le droit de passer les tests ou de refuser (et d'aller chercher du travail ailleurs)...

Il n'y a pas d'exception. Partout les travailleurs n'ont d'autre droit que de courber l'échine au profit du patron ou de s'inscrire au chômage.

Le bien-être des patrons vaut-il vraiment que des millions de gens passent la majeure partie de leur existence (l'autre étant principalement consacrée à restaurer leur propre force de travail) à être des instruments serviles ?

Si le patron n'a qu'une vie et entend bien en profiter, les travailleurs en ont-ils plusieurs ?

LA CONCORDE :

(société d'assurances - PARIS) (10-69)

Cette société comporte un siège rue de Londres, à Paris, où travaillent 7 à 800 employés, et une annexe à Montreuil, de 50 employés, dont 30 archivistes. Ceux-ci se mettent en grève le mardi 21 octobre avec comme revendication une augmentation de salaires et l'embauche d'archivistes supplémentaires permanents. Cette grève dure 15 jours et, à ce moment, les sections syndicales C.G.T. et C.F.D.T. annoncent que la grève des archivistes est terminée et que ceux-ci ont repris leur travail sur les propositions suivantes :

— la direction s'est engagée à donner une réponse sur la question de l'augmentation des salaires de tous les employés pour le 10 novembre au plus tard ;

— le minimum actuel de salaire annuel d'un employé est porté à 10.000 Frs ;

— les jours de grève seront payés à l'exclusion d'une prime d'assiduité de 3 F par jour, mais y compris l'indemnité de repas ;

— l'augmentation mensuelle de 50 F aux nouveaux embauchés est accordée après 3 mois de présence au lieu d'un an ;

-- du personnel supplémentaire sera embauché ;

— la direction donnera une réponse pour diverses primes dans le salaire.

A première vue, cette grève pouvait paraître, tant pour les employés de La Concorde travaillant au siège, que pour toute autre personne, une sorte de petite grève sauvage comme on peut en voir dans beaucoup de secteurs. Pratiquement, aucun contact n'a été établi directement entre ce service en grève et le reste des employés, de sorte qu'il est impossible de dire comment la grève a débuté, comment les intéressés ont posé leurs revendications et comment elle a été ensuite menée. Ce qui est certain, c'est qu'au bout d'une semaine, les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. ont organisé au siège une collecte de solidarité qui n'a donné que 107.000 francs anciens ; aucune indication par contre ne semble avoir été donnée tant au siège pour une solidarité active qu'aux grévistes eux-mêmes sur la portée réelle de leur lutte et en particulier sur le fait qu'ils devaient la prolonger au moins 3 semaines pour que ses répercussions commencent à être sérieuses. Au contraire, les bruits les plus divers circulaient au siège sur une reprise immédiate du travail et, à aucun moment, des informations précises n'ont été diffusées par les syndicats, encore moins par les grévistes eux-mêmes.

La présence parmi les grévistes d'un délégué syndical C.G.T. et certaines phrases du tract C.G.T. et C.F.D.T. du 4 novembre claironnant la reprise du travail, laissent penser que cette grève, malgré ses apparences de grève sauvage, a été vraisemblablement d'un bout à l'autre, manipulée par les syndicats, notamment par la C.G.T. Le fait que cette grève particulière, illimitée, se termine par la promesse d'une augmentation générale des salaires, montre bien, à notre avis, que la C.G.T. entend se

servir de sa tactique actuelle, des secteurs qu'elle tient bien en mains, pour déclencher des conflits limités sur des revendications particulières, et s'en servir à la fois pour exercer une pression politique sur les dirigeants patronaux et gouvernementaux, et pour retrouver auprès des travailleurs une confiance largement perdue depuis mai 68 ; une phrase du tract donne en effet tout son sens à cette intervention des syndicats : une fois de plus, il est prouvé que les organisations syndicales peuvent être amenées à jouer un rôle très important dans les problèmes touchant les intérêts du personnel ».

SOCIETE HERAUD-SORGUES

Une grève chez « ERO » fabricant de chauffe-eau, chaudière, matériel sanitaire. Petite entreprise - Il y a 15 à 20 ans (à l'époque HERAUD-Frères pour le besoin de l'expansion se transforme en société avec HERAUD comme administrateur, forme une annexe « ERO-THERMO » et absorbe une autre boîte « ERO-THOMSELLE ». Actuellement la société compte 250 ouvriers productifs et environ 200 employés collaborateurs et cadres. Il n'y a jamais eu un syndicat efficace. Assez souvent, les délégués sont mutés chefs d'équipe ou contre-maîtres. Tout le travail des productifs étant au boni (plus tu vends, plus tu gagnes) cette ambiance créant un climat qui rend impossible toute action solidaire. Les salaires horaires étant très bas. En mai 68, on rentre en grève par co-action extérieure. Après mai les salaires de base sont augmentés, mais le système du boni est modifié de telle sorte (soustraction de 1/3 du boni gagné sans aucune explication) cela crée un mécontentement général, mais aucune réaction. La direction n'ayant aucun compte à rendre, modifie les temps alloués à sa convenance. Devant tout refus de dialogue, 238 ouvriers productifs se mettent en grève. La direction ne prend pas au sérieux cet arrêt et refuse tout dialogue avec les grévistes. Le besoin de se serrer les coudes crée une solidarité d'ensemble qui oblige les grévistes à prendre leurs responsabilités. Ils nomment un comité de grève réellement représentatif qui établit un contact avec les milieux ouvriers et syndicaux de la région, en particulier la C.G.T. Ceci amène, à travers elle, à obtenir l'appui des ouvriers de la région, de la métallurgie du Vaucluse et d'une usine de Grenoble fabricant le même matériel, qui pour appuyer amène la direction à refuser toute commande venant de chez ERO et pouvant saboter la grève. Toutes ces réactions de solidarité nous ont permis d'obtenir gain de cause : l'application immédiate d'une augmentation de 3 %, l'abattement de 1 % du 1/3, l'obligation par la direction d'accepter la présence de deux délégués ouvriers pour toute modification de temps, et, point le plus important, que les temps ne soient revus que s'il y avait modification dans le travail.

Cette grève a reçu l'appui :

- des communes où habitaient des ouvriers (bons d'achats, bons de cantine),
- de l'union locale C.G.T. de SORGUES qui a permis de canaliser l'aide matérielle et morale des entreprises de la région.

(Le camarade du Vaucluse qui a fait parvenir ce récit d'une grève dans une petite ville de province nous a transmis en même temps trois tracts, l'un du comité de grève de chez ERO, les deux autres d'un Comité d'Action de Défense Ouvrière.

En même temps, ce camarade qui recevait I.C.O. depuis plusieurs années nous a adressé une lettre dans laquelle il demandait que l'on cesse de lui envoyer le bulletin, sans autre explication.) (10-69)

D'UN CAMARADE DE LA SARTHE

« ...personnellement, le syndicalisme, je n'y crois plus. Leurs positions ne peuvent être révolutionnaires et marcher dans le sens d'un véritable communisme révolutionnaire. Les directions syndicales sont des freins pour le mouvement ouvrier dès que celui-ci veut aller plus loin que l'os que la bourgeoisie lui lance pour le calmer. Je crois aux possibilités constructives de la classe ouvrière sans les syndicats, quels qu'ils soient, même la C.N.T. qui prétend représenter le véritable anarcho-syndicalisme. Quant on gratte le vernis, elle fait du réformisme plus un esprit bureaucratique, et si demain elle devenait une minorité agissante, son comportement serait celui des autres centrales. Pour en revenir à l'esprit de certains camarades assez étroit, qui ne veulent pas dialoguer quand la discussion ne va pas dans leur sens, c'est ridicule à l'heure présente, il faut justement mettre les idées à nu. Clarifier de façon à voir les nouveaux combats bien en face et éviter les erreurs. Ici sur la Sarthe, nous sommes un petit noyau, nous pourrions faire un certain travail, mais les camarades se boudent, ne se fréquentent pas, ne discutent pas ; il faudrait que ce genre de position cesse.

Il y a, par exemple, un problème que les révolutionnaires négligent : c'est la question paysanne, et notre vieux camarade de Château-du-Loir en parle dans le dernier numéro ; il faut l'aborder, discuter avec les petits cultivateurs qui vont disparaître justement par cette politique de remembrement, la question de l'ouvrier agricole qui est dans la misère avec des salaires dérisoires, de 15 à 18 F par jour et la nourriture, l'été 10 à 11 heures de travail, le petit cultivateur avec ses 12 à 15 ha qui n'a plus qu'à crever, l'artisan rural, qui lui aussi va disparaître, qui veut conserver sa dignité, plus sa chère liberté, les inspecteurs du fisc qui se comportent en lieutenant du Roy et exercent une dictature de petit roi nègre sur leur district ; dans toutes ces activités, la révolte couve et il suffit d'une étincelle pour qu'elle s'enflamme, la fumisterie gouvernementale avec son reclassement des individus ; oui des chômeurs et des prostituées, des individus déclassés, voilà ce qu'ils veulent. Allons-nous le permettre par notre isolement les uns et les autres. Je pense que dans nos coins de campagne, pas mal de jeunes nous suivraient dans nos actions, mais voilà le voulons-nous ? »

PALAIS-ROYAL-SERVICE

(entreprise d'intérimaires, 1100 salariés - Paris)

(ce tract est la suite de celui qui a été reproduit dans I.C.O. n° 87 - novembre 69, p. 15)

Pour TOUS, le début du moment révolutionnaire doit marquer

UNE HAUSSE IMMEDIATE DU PLAISIR DE VIVRE.

Nous ne présenterons pas de liste au second tour des élections du Comité d'Entreprise. La raison en est simple. Nous comptons que notre projet déciderait des employés ayant plus d'une année de P.R.S. à se présenter avec nous. Nous avons eu plusieurs contacts mais malgré tout, 2 personnes réunissant les conditions requises nous manquaient. Il est évident que seule la majorité absolue au sein du C.E. pouvait nous satisfaire étant bien entendu que minoritaires tous les projets que nous aurions pu soumettre auraient été rejetés par les syndicats et la direction. De plus, nous n'avons aucun goût pour les compagnies douteuses.

Toujours est-il qu'à en croire des bruits, nos tracts ont effrayé nos patrons racketteurs. La Tremoureux voyait d'un sale œil « ses » millions servir à des buts qu'elle ne pourrait contrôler. Sur ce point et dans l'im-

médiat qu'elle ne se fasse pas du mauvais sang, les futurs délégués, quels qu'ils soient, sont bien décidés à gérer raisonnablement le fric qu'elle nous a volé.

RETOUR DE BATONS

D'un autre côté du même clan, notre entrée en scène intempestive a inquiété les syndicats. (Nous supposons la C.G.T. morte depuis qu'en mai son chantage au Comité d'Action formé par le personnel de P.R.S., avait été vertement rabroué...) La C.F.D.T., pour sa part, par la bouche de son anarchiste de service, nous a même proposé de faire liste commune avec elle, fort discrètement d'ailleurs, sous le fallacieux prétexte qu'il fallait rassembler toutes les énergies disponibles pour lutter contre la liste des hommes de paille que la direction ne manquerait pas de présenter au second tour.

Il est bien évident que nous crachons sur cette offre de gens qui voient leur situation de « professionnels de la revendication » en péril. Pour nous, il ne s'agit pas de changer de délégués mais de changer de VIE. Le programme que nous avons établi projetant justement d'employer l'argent du C.E. à cette fin.

Nous refusons d'autant plus de nous allier à ces pauvres mecs, que leur tract du vendredi 24 octobre sous-entendait que toute liste libre était télécommandée par la direction. Jusqu'à maintenant nous estimions que si les gens dirigeant la S.S. C.F.D.T. de P.R.S. étaient cons, leur bonne foi, trompée par l'étalage superficiel du pseudo-gauchisme de cette vieille centrale de curés, n'en faisait pas des salauds. Il s'avère aujourd'hui que leurs sous-entendus infâments prouvent qu'ils LE SONT DEVENUS... car ils nous connaissent...

Nous les invitons donc instamment à rectifier « cette erreur » sous peine de leur démontrer, un jour proche, par les mesures qui s'imposeront que nous ne nous laisserons pas calomnier... même par des cons.

LES ELECTIONS NOUS EMMERDENT

Très peu de gens ont participé aux élections, le contraire eut été étonnant. Les bureaucrates syndicaux ne voient dans cette situation « qu'un désintérêt des problèmes de notre profession ». Ces pauvres mecs ne comprennent même pas que si les travailleurs et travailleuses de P.R.S. n'ont pas été voter, c'est que justement ils ont compris que des délégués de ceci ou de ça, ne résoudront en rien les vrais problèmes qu'ils se posent. L'époque des grèves sauvages est là pour attester que quand les travailleurs comprennent qu'eux seuls doivent régler leurs propres affaires, les délégués n'ont plus qu'à garder leurs côtes. Pour notre part, nous n'aurons qu'une critique, mais de taille, à faire à cette abstention massive. Les millions du C.E. étaient à notre portée, ne pas essayer de s'en emparer pour qu'ils servent à la satisfaction collective et individuelle de nos vrais désirs, c'est retourner à l'ennui du travail, des syndicats, des patrons, des spectacles et des loisirs organisés. Les travailleurs intérimaires ont laissé passer cette occasion, tant pis pour nous tous. Mais qu'ils aient refusé d'appuyer les listes syndicales représente un incontestable progrès. Aujourd'hui, LES EMPLOYÉS NE SE BERCENT PLUS D'ILLUSIONS.

OU Y A DE LA GENE, IL Y A PAS DE PLAISIR

Notre programme a été lu, c'est déjà un acquis à l'époque où les tracts aussitôt distribués jonchent les trottoirs ou les locaux de P.R.S. comme autant d'idées mortes. La nouveauté de nos revendications a étonné, irrité ou plu, très souvent elle a été comprise imparfaitement. Mais nos prises de position ne sont qu'une ébauche d'une pratique qui les complètera.

Car nous partons de l'idée essentielle que la société dans laquelle nous survivons, tue au petit feu de l'en-

nui aussi sûrement et plus insidieusement que les grandes épidémies au Moyen-Age ou que les maladies en 1900. A quoi nous set-il de posséder une certaine sécurité matérielle si nous la payons d'une vie triste et morne dans les abattoirs-bureaux. Que représente une vie de 70 ans faite d'une même activité répétée et abrutissante. L'ennui est le sentiment le plus répandu, ennui du travail, ennui des loisirs organisés par d'autres. La pensée de cette longue défaite nous pousse soit à nous déchirer nous-mêmes (fatigues, colères), soit à nous déchirer entre nous (bagarres d'automobilistes), soit à penser que si nous nous ennuyons c'est parce que nous ne possédons pas d'appartements plus vastes, une paie plus forte, des enfants plus sages, des dirigeants plus souriants. Le bonheur a pris aujourd'hui le VISAGE D'OBJETS SEMBLABLES QUE LA PUBLICITE NOUS FAIT CROIRE DIFFERENTS.

SOYEZ DIFFERENT AVEC « EAU SAUVAGE » ILS VIVENT HEUREUX AVEC RENAULT 12

--- Le vieux monde nous broie parce qu'il a le pouvoir de nous faire croire que s'il en est ainsi c'est qu'il ne peut en être autrement. Que le « désordre » de mai était néfaste pour la bonne raison qu'il empêchait les gens de travailler. Nous sommes deceux qui pensent que Mai dessinait au contraire un ordre de joie avec comme objectif beaucoup moins de travail, beaucoup plus de plaisir.

--- le vieux monde nous écrase parce que face aux milliards de petites et grandes révoltes quotidiennes (crise de nerfs, fatigue, folie, suicide, ennui, drogue, querelles de ménage, bagarres pour des broutilles, grèves sauvages, révolte de la « jeunesse ») ses psychologues, ses syndicats, ses curés et ses flics, sont là pour certifier que la perfection n'est pas de ce monde ou que ce sont des accidents qu'un peu plus de raison parviendra à résorber.

Vous avez une crise de nerfs parce que votre chef vous a engueulé, car vous n'avez pas encore compris qu'il a raison et que même s'il a eu tort cette fois, c'est une erreur minime. Sans chef (de ceci ou de cela) disent les bons apôtres du travail forcé, le monde irait à la dérive. Alors quand ils ont visiblement tort, pardonnez-leur, ils ont tellement de responsabilités, ils sont tellement surmenés.

--- LES CADRES MEURENT JEUNES... disent les journaux. ET BIEN TANT MIEUX.

Le plaisir authentique de vivre n'a cessé de décroître à mesure que le monde s'industrialisait. A sa place subsiste un faux contentement qui pousse les foules à adorer et à se passionner pour de nouvelles idoles aussi semblables au fond que dérisoires en fait. (Autos, parfums, vedettes de cinéma ou politiques, gauchistes, érotisme), dans une ronde infernale et spectaculaire qui nous laisse esseulés.

VIVE LES CONSEIS OUVRIERS

Loin de nier l'importance des revendications immédiates : - réduction importante du temps de travail (la semaine de 30 heures par exemple) - augmentation non hiérarchisée des salaires (rien pour les cadres ou assimilés) - logement décent (faute de pouvoir encore aménager nous-mêmes les lieux où nous vivons),

nous n'en estimons pas moins que ces revendications ne peuvent être obtenues par des moyens qui n'en contredisent pas les fins. L'action de tous les travailleurs concernés, prenant eux-mêmes les décisions à la base, et contrôlant effectivement et étroitement les délégués qu'ils nomment pour une mission précise et temporaire. Abolissant en leur sein tout esprit de sacrifice (base de tous ceux qui veulent se faire mousser et prendre un pouvoir) pour laisser place au plaisir de lutter ensemble,

TOUS POUR UN, UN POUR TOUS. Cette manière d'agir porte en elle-même les buts qu'elle se propose et popularise... FIN PROGRESSIVE DU TRAVAIL - SUPPRESSION REELLE DE LA HIERARCHIE. REALISATION DE TOUS LES DESIRS. ABOLITION DES ENTRAVES IMPOSEES A LA VIE.

Pour notre part, nous entendons soutenir ces points de vue partout et toujours, en pratique et par écrit.

Nous disparaissions de la lutte pour le C.E. qui ne nous concerne plus. Nous reparaitrions sur ce même terrain et sur d'autres plus massivement.

Nous invitons le personnel de P.R.S. à commencer sur l'heure, seul ou à plusieurs, avec les employés des boîtes dans lesquelles ils travaillent à lutter :

--- CONTRE LES CHEFS, en leur obéissant le moins possible et en entravant leurs fonctions par tous les moyens,

--- CONTRE LE TRAVAIL, en en foutant le moins possible et en sabotant à l'occasion,

--- CONTRE les chefaillons syndicaux en leur refusant tout concours et toute audience,

--- CONTRE LA DIRECTION P.R.S. en se tenant prêt à l'éventualité d'une occupation du 2 rue Marengo pour séquestrer TREMOUREUX et ses proches acolytes,

--- CONTRE NOTRE VIE D'EMPLOYEE, en essayant de se voir souvent, en approfondissant les relations que nous avons déjà pu nouer entre nous, en les élargissant.

En développant sans cesse les désirs de rencontre que la vie commune a pu établir, désirs d'amitiés, d'amour, de fêtes, etc...

CONTRE TOUT CE QUI SEPARÉ

POUR TOUT CE QUI UNIT

ON SE FOUT DE NOUS. ATTENTION.

Conseil pour la décolonisation de la vie quotidienne.

GRANDE-BRETAGNE

LES EBOUEURS DE BRENT. (banlieue de Londres)

article écrit dans SOLIDARITY SOUTH LONDON par un chauffeur du dépôt de WEMBLEY

(SOLIDARITY SOUTH LONDON c/o A MANN 79, Balfour Street - LONDON - S.E. 17)

Avant de commencer j'aimerais donner quelques chiffres. Je suis parmi les « favorisés ». Je gagne £ : 15-19-0 par semaine (environ 850 F par mois) pour 5 jours de 7 h du matin à 4 h de l'après-midi. Les éboueurs, ou comme notre scrupuleux conseil de la voirie préfère les appeler les « chargeurs », eux, se font jusqu'à £ 14-19-0 par semaine (à peine 800 F par mois).

Il y a des heures supplémentaires direz-vous. Peut-être mais ça ne vaut vraiment pas la peine d'en parler. Très occasionnellement on peut faire des heures le samedi majorées de 50 % ou pendant 2 ou 3 jours des congés annuels, également majorées de 50 %.

Alors comment fait-on pour augmenter sa paye ? On a un système de bonus qui est d'ailleurs plutôt bizarre. Récemment, le conseil de la voirie a acheté 3 nouvelles bennes dont chacune coûte environ 8000 livres (plus de 10 millions et demi d'anciens francs), mais ils n'ont pas voulu engager de nouveau personnel. Et c'était là leur système de bonus. Ils ont divisé les tours (qui devenaient de plus en plus grands) et en définitive il fallait faire le boulot en plus dans le même temps et avec le même nombre de types qu'avant, ce qui fait que leur bonus cela voulait dire bosser deux fois plus dur. Il fallait bosser de plus en plus, mais le bonus lui n'augmentait pas. Suivant la longueur des tours, le bonus varie entre £ 2-16-0 (environ 36 F) et £ 5-16-0 (environ 98 F) par semaine. Et on ne peut pas choisir son tour.

A part cette péccadille, si on ne peut pas faire son nombre de tours, pendant la semaine (du lundi au vendredi), à cause du mauvais temps ou pour toute autre raison, on doit venir le samedi si on veut toucher son salaire de base, et adieu le bonus. Des fois, j'ai l'impression qu'il y a un type à la voirie qui fait pleuvoir exprès. Au dépôt de WEMBLEY, on est 200 éboueurs. On a 3 syndicats ; le plus grand, c'est le T.G.W.U. Depuis Dieu sait combien de temps, les bonzes syndicaux de la boîte se tournent les pouces. Il y a deux ans, on a de-

mandé une augmentation d'une livre (13 F) par semaine. Les bonzes ont négocié ; résultat : 6 sh - de rallonge (4 francs) seulement, sous prétexte que vu le budget de la commune, on ne pouvait pas faire plus. Cette année on a encore demandé une livre, et là on a été gâté : on a eu 7 sh.-6 (5 F). Et pourtant tout récemment, les bonzes de l'administration communale de Brent ont reçu d'énormes augmentations de salaire. Il y avait donc un budget pour les gros bonnets et un autre pour les ouvriers ?

On ne voit jamais l'ombre d'un permanent syndical. Quant aux shop-stewards, c'est comme s'ils n'existaient pas. Depuis deux ans, on bat les records des plus bas salaires dans le pays pour un des travaux les plus dégueulasses, et tandis que les chauffeurs eux, peuvent quelquefois faire des heures en conduisant des balayeurs, etc..., les éboueurs, eux, ne peuvent pas.

Moi, j'ai une femme et 5 mômes. J'ai quitté un boulot dans un garage parce que ça ne pouvait plus durer ; c'était le boulot ou la famille. Alors maintenant je peux au moins voir mes gosses le soir. La fois où je me suis fait le plus, c'est quand je conduisait une balayeuse, de 5 heures du matin à 6 heures du soir, et ça 7 jours par semaine. J'ai tenu le coup pendant 6 mois. Mais je me suis à moitié tué au boulot. Je travaille 7 jours par semaine, mais moins d'heures par jour pour £ : 25 - par semaine (330 F). J'ai habité dans la même maison pendant 20 ans et j'ai jamais pu avoir un H.L.M., alors la commune m'a prêté £ : 2700 (3 millions et demi d'anciens francs) pour acheter une maison (1). Je rembourse £ : 21-15-0 par mois, (presque 290 F). Quand je ramène à la maison £ : 18 ou 19, par semaine, on peut tout juste y arriver. Il n'y a pas longtemps, pendant 3 semaines consécutives, j'ai seulement ramené £ : 15 par semaine (à peine 200 F). On ne pouvait pas rembourser le crédit et on a dû emprunter. Après toutes les dépenses d'usage il nous reste à peu près 1/6-2/- par personne et par jour pour la nourriture (environ 1,50 F). Avez-vous déjà essayé de vivre avec ça ? Des fois je trouve du travail le soir. Je suis encore jeune et dans le temps j'ai été mécanicien. Ce qui fait que nous, on y arrive. D'autres gars (plusieurs d'entre nous savent faire un autre boulot, qualifié, ce qui prouve qu'on n'est pas des brutes épaisses qui ne peuvent rien faire d'autre) peuvent aussi arrondir leurs fins de mois. Mais les ouvriers plus âgés n'ont plus assez de résistance pour

mener deux boulots de front. Je me demande comment ils arrivent à joindre les deux bouts. Récemment un copain a été viré de son appartement et on lui en a proposé un autre dans le quartier de Chalkhill pour £ : 7. - par semaine (380 F par mois), plus de la moitié de sa paie. Voilà le beau travail des autorités locales. On travaillé aussi sur Chalkhill. Ici, tous les pavillons ont une jaguar ou un Rover dans le garage. Un type qui vit là nous a dit que pour lui son loyer de £ : 10. - par semaine (550 F par mois) c'était idéal et pas cher, et pas loin de Londres. Et qui est-ce qui est marron dans l'histoire ?

Le conseil de la voirie a fait récemment une étude sur nous pour le minutage des tours. Ça leur a coûté : £ 100.000 (135 millions d'anciens francs). Depuis ils en ont fait deux autres.

Ainsi pendant deux ans, la pression a continué de monter avec un conseil dégueulasse qui jette l'argent par les fenêtres et un syndicat qui n'en branle pas une. Il n'y a pas longtemps on a forcé les bonzes syndicaux à négocier pour que ça change (on voulait un nouveau salaire de base, au lieu de ce bonus à la con) ; les bonzes sont sortis du conseil avec un nouveau système de bonus. En gros c'était tant en plus par poubelle ou boîte de carton par maison, au-dessus d'un certain nombre. Chaque semaine on a marqué sur nos feuilles ce qu'on faisait en plus, mais jamais on en a reçu un penny. Alors on s'est mis en grève. On a été un des premiers arrondissements à démarrer (2). On réclame un salaire de base garanti de £ 20. - par semaine (environ 1000 F par mois).

Les bonzes syndicaux locaux n'ont même pas daigné venir nous voir. Ils nous ont juste traité de mauvais ouvriers parce que notre grève n'était pas officielle. Ils nous ont dit de reprendre le travail en attendant les négociations. Ils peuvent toujours courir. C'est notre combat et on le gagnera. Le syndicat vient de nommer deux de nos shop-stewards délégués permanents, mais ici personne ne s'est laissé avoir ou acheter. De quel côté ils croient qu'ils sont ?

Mercredi et jeudi 15 et 16 octobre, notre comité de grève a négocié pendant deux jours avec le conseil. D'abord ils ont offert £ : 2-1-0 (27 F) de plus par semaine te un bonus supplémentaire en plus du bonus normal de 15 sh. (9,69 F) par tonnes d'ordures accumulées pendant la grève. Mais le vendredi ils ont retiré le bonus normal en ne laissant que les 15 sh par tonne. Ceci réglé par 200 voix contre 3.

D'abord cette offre est bien au-dessous des chiffres apparus pendant les négociations nationales. Ensuite, en supposant que chaque homme fasse 10 tonnes par semaine, ça lui fera un bonus de £ 7-10-0 (97 F). Mais pour y arriver il devra faire un troisième tour, alors que normalement on n'en fait que deux par jour. Comme il ne touchera plus son ancien bonus de £ 5, il faudra qu'il travaille une fois et demi de plus qu'avant pour toucher seulement £ 2-10-00 de plus (32 F) par semaine. Et les ordures accumulées pendant la grève existent à peine à cause de ceux qui se sont fait embaucher par des compagnies privées. Ils veulent donc nous faire annuler l'effet de la grève pour presque rien.

A propos, la boîte qui a embauché le plus pendant la grève pour ramasser les ordures, c'est SHEPPARD AND SHORT. Sheppard, c'est le conseiller Scheppard en personne, président du conseil de la voirie de Brent, qui déclara à son conseil d'administration lundi 13 octobre, que faire appel à des compagnies privées ça enflammerait la situation (Wembley Observer - vendredi 17 octobre). On joue avec le feu, Monsieur le Président ?

Notre proposition étant la suivante : vider les poubelles normales pendant les heures normales et ramas-

ser les ordures dans les sacs en plastique et boîtes en carton pendant les heures supplémentaires (parce qu'ils prennent plus de place dans les bennes et notre bonus tombe). Le conseil a refusé. On voulait aussi ramasser les tas d'ordures urgents en heures supplémentaires. Le conseil a refusé.

La grève a été formidable. Tous les gars ont serré les coudes. Nos shop-stewards qu'on a élu avec les deux autres au comité de grève ont fait exactement ce qu'on leur a dit de faire. On aurait pu arrêter n'importe quel service public dans la commune si on avait voulu, y compris les hôpitaux, les repas pour les malades, les repas des écoles, etc... Mais pourquoi les autres, qui en savent aussi, devaient souffrir à cause de nous ?

On en est à notre troisième semaine de grève. Certains d'entre nous sont littéralement affamés, surtout les célibataires qui ne touchent aucune allocation sociale. Les gars de la commune d'à côté (Ealing) ont repris le travail avec £ 23 par semaine (1220 F par mois). Ça nous a un peu foutu en boule parce que nous on ne peut même pas avoir un salaire de base garanti de £ 18 et on espérait qu'ils nous soutiendraient.

Mais ça ne fait rien. Vendredi, 150 hommes ont dit qu'ils crèveront de faim et déchireront leurs cartes plutôt que de recommencer à vivre dans une telle misère. Trois seulement voulaient reprendre le travail.

Comme je l'ai dit, certains d'entre nous sont physiquement mal en point. Mais bon dieu, c'est peut-être la première fois qu'on se rend compte qu'on est des hommes. On restera tous solidaires. Il faut qu'on gagne. Il n'y a qu'un moyen de gagner le droit d'élever ses enfants dans la décence et la dignité - c'est rester tous en semble et se battre tous ensemble. En deux semaines, j'en ai appris plus que pendant toute ma vie. Ma loyauté c'est pour mes copains, ma femme et mes enfants - pas pour la direction ou le syndicat. On n'a pas besoin d'eux.

FORD : LE SECOND ROUND COMMENCE

(cet article, traduit de Solidarity c/o Russell 53 A Westmoreland Road Bromley-Kent, fait suite aux textes sur Ford parus dans les numéros 80 (avril 69) et 81 (mai 69) sur la grève de 3 semaines et demi qui avait touché toutes les usines Ford anglaises.)

Le 19 octobre, un important meeting de 400 shop-stewards de FORD s'est tenu à Coventry. Chaque usine de l'empire FORD en Grande-Bretagne était représentée. Le but de la rencontre était de discuter des dispositions à prendre pour soutenir la demande de parité des salaires avec les ouvriers des usines automobiles des Midlands (1).

La conférence vota (4 votes contre, seulement) un ultimatum aux dirigeants syndicaux et à la direction FORD leur donnant trois mois pour accorder aux ouvriers de Ford une augmentation de 10 livres (13.000 A.F.) par semaine pour toutes les usines, la « mutualité » (2) et l'abolition des clauses pénales acceptées en février 69. Si cet objectif n'est pas satisfait, la conférence se réserve de décider de l'action nécessaire pour y parvenir. Nous ne pouvons qu'insister sur l'importance de cette

- (1) Dans la banlieue de Londres, la banlieue ouvrière et crasseuse, bien sûr, une maison de 4-5 pièces coûte environ 4000 livres. Pour 2700 livres on a une maison de 3 pièces, cuisine, salle de bain; si on a de la chance, mais pas en très bon état (peintures, etc) N.D.T.
- (2) Quelques jours plus tard, tous les éboueurs de Londres et banlieue étaient en grève.

conférence ; l'enthousiasme qui s'y exprimait, la détermination à aller jusqu'au bout, la conviction de tous que ces revendications ne pourraient être satisfaites autour d'une table de négociations mais seulement *par l'action des ouvriers eux-mêmes*. De l'expérience de la grève de février 69, il a été fait bon usage. Il y a eu un renforcement solide de l'organisation de base. Les ouvriers sont préparés à la lutte à venir. Des fonds de grève d'usine ont commencé à se constituer et les jaunes du N.U.G.M.W. ont été vidés de beaucoup d'endroits. La situation est énormément meilleure qu'elle ne l'était au début de l'année 69. Mais beaucoup reste à faire. Le développement est encore très inégal. Il est important de ne pas se laisser emballer. Il y a beaucoup de choses qui ne vont pas à la conférence de Coventry et quelques unes symbolisent bien des illusions profondes qui peuvent se révéler très dangereuses si une lutte sérieuse se développe. Moins d'un quart du temps de la réunion fut consacré à des discussions avec la base tandis que le député local de Coventry put disposer de beaucoup de temps pour bavarder sur le nouveau centre civique de Coventry, sur Lady Godiva et sur son vieux papa. Il fut suivi par Moss Evans, bonze national du T.G.W.U. qui nous abreuva de ses mièvreries pendant une heure. Nous eûmes alors un baratin électoral pour Scalon par Jack Mitchell, le secrétaire de district de l'A.E.F.

Ces illusions sur les bonzes de « gauche » et le « nouveau » N.J.N.C. (dont on espère quelque peu qu'il agira d'une manière complètement différente de l'ancien), ignorent le fait que les nouveaux messies (Jhon et Scanlon) ont déjà fait beaucoup pour montrer que la mixture sera comme l'ancienne, avec en plus un cube de glace. Ils ont commencé tous deux par accepter l'accord qui déclencha la grève de février, puis changèrent de monture au milieu du courant. Scanlon a déjà accepté l'outrageant nouvel agrément de Vauxhall et un ou deux « convenors » (3) de la N.J.N.C. ne diffèrent guère de ce personnage.

Une critique plus profonde de la conférence fut le manque de discussion sur la tactique pratique pour obtenir la parité. Toutes les décisions réelles furent laissées à la conférence des convenors. Sous prétexte de garder l'unité à 100 %, les discussions politiques valables furent balayées sous le tapis. Par exemple, il n'y eut pas de débat sur les méthodes qui devaient être utilisées dans la lutte à venir. Faut-il envisager une occupation ou bien devons-nous graduellement accroître la pression sur Ford en *ralentissant peu à peu la production*.

J'ai eu l'impression au meeting que la revendication pour la « mutualité » était regardée comme étant la

première chose que l'on pouvait abandonner dans les négociations. En fait « la mutualité » est absolument nécessaire si l'on veut obtenir et conserver la parité. Les ouvriers de Ford, bien qu'étant les plus mal payés de l'industrie automobile, sont ceux qui produisent le plus. En 1968, chaque ouvrier de Ford produisait 11,7 voitures valant 8.000 livres, à comparer avec 8,9 voitures à Vauxhall (5.840 livres), 8,9 à Rootes (7.240 livres) et 5,6 à BLM Holdings (5.180 livres) (Labour Researchs, 8-69). Aux usines Ford, de moins en moins d'ouvriers produisent de plus en plus de voitures. En 1965, 64.000 ouvriers produisent 630.000 voitures alors qu'en 68, 61.000 ouvriers en sortent 712.000. Ceci s'est développé pendant des années.

Il est évident que la lutte chez Ford sera rude en 70. Mais c'est seulement le second round d'un combat plus long et plus dur, qui a besoin d'être synchronisé plus étroitement avec celle de Vauxhall où les travailleurs sont pour beaucoup dans la même position que ceux de chez Ford. La lutte pour la parité viendra aussi pour eux sur le tapis en 70. Des liens plus profonds doivent être créés.

Dans le passé, les ouvriers de Ford en grève avaient simplement posé les outils et quitté l'usine, laissant les dirigeants garder le contrôle de tout. Ils ont laissé les usines, leurs propres armes de lutte, sans en disputer la possession aux dirigeants. De telles méthodes renforceraient l'unité et la cohésion des ouvriers et résoudraient le problème des jaunes, et élimineraient les piquets faméliques grelottant hors de l'usine.

Le meeting de Coventry, avec tous ses défauts, a ôté l'initiative des mains des dirigeants syndicaux. Elle doit rester entre les mains des ouvriers. C'est la seule chance de succès.

-
- (1) Les ouvriers de la production chez Ford gagnent 10/6 par heure après 4 ans (7 F). Ceux d'Austin Longbridge une moyenne de 16 (10 F), de Ootes-Stoke, 16/4, et de Rootes Ryton 17/5 (11 F) et souvent pour des qualifications semblables.
 - (2) « Mutualité » signifie « accord mutuel » entre direction et travailleurs avant que les taux de base soient fixés, en d'autres mots le contrôle de la base sur les temps de travail. Ceci donne à l'organisation de base un pouvoir de discussion. C'est une telle clause, et le pouvoir de la base que cela implique, qui a permis d'augmenter les gains pour les travaux aux pièces ou assimilés.
 - (3) convenor : shop-steward (délégué) désigné spécialement par les comités de shop-stewards de chaque usine pour les représenter pour une tâche déterminée

ITALIE

Des camarades nous ont écrit pour nous demander ce qu'il fallait penser de l'explosion de Milan et de ceux que la police impliquait dans cette affaire. Au moment où nous écrivons ces lignes, nous n'avons guère plus d'informations que ce que chacun peut trouver dans la presse et lire entre les lignes. Quelles que soient les hypothèses (provocation policière, gouvernementeale ou fasciste, manipulation ou activité effective d'un groupe), il est évident maintenant que le pouvoir n'a pu exploiter la situation, soit pour amalgamer tous les opposants

dans la même répression, soit pour réaliser une unité nationale autour d'un pouvoir fort (une variante incorporant le parti communiste, une autre l'armée et les formations profascistes). Il n'en reste pas moins qu'une répression a pu s'amorcer, qu'elle pose des problèmes de solidarité, et une réflexion sur ce qui pourrait se passer ici même dans le même sens. Si elle n'a pu se développer, c'est que le rapport de force est tel en Italie qu'il interdit une répression plus large : de fait les grèves ont repris et les travailleurs ne semblent pas avoir été plus dé-

sarmés par la menace que par les accords collectifs que les syndicats commencent à signer. Quel sera le prochain acte ? De la part du pouvoir, des coups plus durs, de la part des travailleurs, un dépassement de la situation présente, notamment sur le plan organisationnel, à la mesure des luttes et des objectifs à atteindre. Mais il faut aussi considérer tout le contexte capitaliste italien avec un important secteur nationalisé, avec des secteurs extrêmement concentrés ; dans cette crise de réadaptation, les luttes sociales sont une occasion de règlement de compte visant à éliminer les entreprises les plus faibles, els structures les plus archaïques. Tous ces problèmes économiques et politiques s'imbriquent étroitement et ce sont eux - et l'intérêt des couches dominantes du capitalisme - qu'il faut considérer pour juger des développements de l'action répressive du pouvoir dans les jours à venir.

LES LUTTES QUI SE DEROULERENT A PISE A LA FIN DU MOIS DERNIER SEMBLENT DEJA ELOIGNEES ; NOUS N'EN FERONS QU'UN RAPPEL

21, puis 24 octobre :

Des étudiants grecs, favorables au gouvernement des colonels se réunissent à deux reprises. Ils provoquent l'opposition d'étudiants grecs démocratiques qui ont demandé l'appui de camarades du M.S. (mouvement étudiant). Des bagarres éclatent.

26 octobre :

La bagarre reprend et s'amplifie. Les fascistes (grecs, mais surtout italiens) se réfugient au siège du M.S.I. (Mouvement social italien - fasciste) et, de là, attaquent les autres étudiants. La police, en cordons devant le M.S.I. semble, plutôt que d'empêcher la bagarre, défendre les fascistes.

27 octobre :

Les autorités de la ville organisent une manifestation pacifique et démocrate avec tous les partis et syndicats, contre l'agression fasciste. La bataille qui avait duré jusqu'à 4 heures du matin, reprend dans la journée.

28 octobre :

La bataille continue, la population se joint aux manifestants contre les fascistes.

29 octobre :

Manifestations et enterrement de l'étudiant tué le 26. Le bilan est lourd : des centaines de blessés, 47 arrestations... « L'Unità » (organe du P.C.I.) titre : Seul un retrait des forces de l'ordre peut apporter une solution.

30 octobre :

Tout est fini, c'est l'heure des évaluations : les autorités de la ville critiquent violemment le gouvernement. C'est à cause de son apathie que les forces de police ne sont pas intervenues au bon moment, dès le début, contre les fascistes. La police, en effet, dépend du gouvernement et non de la ville. Le Maire de Pise (socialiste) avait pourtant dénoncé les violences fascistes, dès le début, et ceci sans rien obtenir du gouvernement.

De son côté, le P.C.I. s'est contenté, comme à son habitude, de critiquer, lorsque tout fut fini, l'action des « groupes extrémistes ». Il a l'air de sous-entendre que Pise n'a été que le terrain d'affrontement de groupes extrémistes. Les membres de Potere Operaio, et ceux

du M.S., eux, estiment, au contraire, que ce fut une bataille de toute la ville, engagée contre les fascistes. Il semble, de toutes façons, que la signification politique des événements de Pise, reste passablement confuse.

TURIN, APRES LE SALON DE L'AUTOMOBILE

29 octobre :

Ouverture du salon de l'auto. Les ouvriers de différentes usines ont décidé de se rendre en cortège au salon et d'y manifester, à l'intérieur si possible, leur force. Un cortège doit partir de Mirafiori, mais, pour atteindre le salon, il devrait être assez puissant (5.000 à 10.000 ouvriers, environ). Les lycéens de tous les collèges (classiques, professionnels et techniques) forment également un cortège de leur côté, cortège qui doit servir à soutenir la manifestation ouvrière. Les lycéens ne veulent pas se rendre au salon sans les ouvriers, l'initiative appartient à ces derniers.

Echec. A Mirafiori, les ouvriers sont moins de 500 à se rassembler pour le cortège qui est annulé. Deux autres cortèges, de Lancia et Grandi Motori (environ 3.000 manifestants chacun) arrivent par contre jusque devant le salon, les syndicats en tête, dans l'ordre. Aucune manifestation. De leur côté, les lycéens arrivent aussi, ne sachant pas exactement ce qui se passe à Mirafiori. Vers la fin de la matinée, tout le monde se disperse, une action en force n'aurait pas de sens sans la masse des ouvriers.

Dans l'usine de Mirafiori, la tension monte. Bien des ouvriers avaient cru que cette journée serait un grand moment de la lutte autonome commencée il y a 6 mois. Des groupes d'ouvriers renversent des voitures sur les chaînes de montage, dévastent des réfectoires. La riposte du patron ne se fait pas attendre. Les suspensions pleuvent, dès le lendemain, et, à la fin de la semaine, elles se chiffrent à 132. 132 ouvriers dénoncés à la police et suspendus pour un temps indéterminé. Il y a, parmi eux, des ouvriers de Lotta Continua, quelques syndicalistes, et bien d'autres ouvriers qui n'avaient pas particulièrement participé à la lutte précédemment.

La répression jette un froid. Dans certains ateliers, les ouvriers refusent de discuter avec leurs camarades, de reprendre la lutte. Mercredi 12, cependant, les ouvriers de Lingotto (la plus ancienne usine FIAT de Turin) bloquent les employés dans leurs bureaux parce que ceux-ci ne voulaient pas se mettre en grève. La même chose s'est produite à Mirafiori-sud. Dans les deux cas, la police est intervenue (sans heurts) pour faire sortir les employés. Pour jeudi 13, les syndicats avaient prévu une manifestation contre l'intervention de la police qui, à Lingotto en particulier, avait pénétré à l'intérieur de l'usine. C'est environ un cortège de 10.000 personnes, venant de Mirafiori et Lingotto, qui se dirige jeudi vers le siège de la Confindustria (syndicat patronal). Les ouvriers veulent assiéger (pacifiquement, si la police n'intervient pas) le bâtiment, et réclamer des précisions sur le sort de leurs camarades suspendus. Mais le cortège se scinde en deux presque immédiatement, une moitié suit les dirigeants syndicaux de la F.I.O.M. (C.G.I.L. - équivalent de la C.G.T.) qui emmènent les ouvriers sur le chemin du retour, les empêchant ainsi de donner un sens à la manifestation.

14 novembre :

Nouvelles suspensions ; 29 ouvriers sont touchés, et il y a 50 ouvriers dénoncés à la police pour « violences ». Les raisons : les restes du 29 octobre et le blocage du bâtiment des employés à Lingotto et Mirafiori-sud.

note 1 : d'un camarade de Marseille (10-69)

« ... qu'on ne se trompe pas. En Italie, et surtout en Sardaigne, les groupes « Potere Operaio » (Pouvoir Ouvrier) sont pro-chinois et appliquent à la réalité économique et sociale actuelle les mêmes mots d'ordre que le bolchevisme russe de 1917 et parfois même le pré-bolchevisme... Quant à Orgosolo, la réalité ressemble de très loin à celle décrite par les situs. On voit bien dans tout ça qu'ils restent des intellectuels bourrés d'idées irréelles... »

note 2 : d'un camarade de Besançon (4-11-69)

Je signale que le journal « La Cause du Peuple » (maoïste de la Gauche Prolétarienne) a publié en supplément au journal une brochure sur « Turin 69, Grève de Guérilla » (prix 2 F), c'est un recueil de tracts publiés en 1969.

EVOLUTION DE LA SITUATION

A. Introduction

On peut penser que « l'automne chaud » italien est en train de tirer à sa fin. Quelques uns des contrats nationaux ont été signés (celui du bâtiment, l'accord Pirelli, etc.) ne donnant que des résultats assez maigres : augmentation de 60 L. à l'heure sur le salaire de base ; les 40 h. par semaine auxquelles on n'arrivera que dans trois ans... Dans quelques temps, les autres contrats seront probablement signés, ce qui signera par là-même la fin des luttes contractuelles. Ce ne sera, par contre, sûrement pas la fin des luttes ouvrières.

Les luttes qui se sont déroulées cet été et en vue des négociations pour le renouvellement des contrats, sont des luttes de masse. Elles ne pourront être résolues par la simple signature du contrat. Expriment un mouvement de masse, elles remettent en question l'habituelle relation entre ouvriers et capitalistes. En ce moment, ces nouvelles forces de masses ont été prises en charge et sont relativement contrôlées par les syndicats. Derrière les syndicats se profilent les partis de ceux qui espèrent en une « nouvelle majorité » (P.C.I., P.S.I., P.S.I. U.P., la fraction de gauche de la D.C.). De leur côté, les groupuscules et les avant-gardes ouvrières ne jouent plus le rôle déterminant qu'ils avaient eu avant les vacances. Ils ont été quelque peu mis en marge de l'action principale (*). En effet, si les groupuscules peuvent avoir un rôle capital dans les moments les plus explosifs, leur manque d'organisation ne leur permet cependant pas d'offrir une alternative permanente aux forces révisionnistes.

B. Les rapports de forces LES SYNDICATS

Cette année, les luttes se sont faites plus dures et elles ont pris de l'extension. D'autre part, la poussée des luttes échappe à tous moments au contrôle des syndicats (voir mai à juillet 69, chez FIAT). Il faut aussi remarquer que, par contre, lorsque la tension devient plus générale, les syndicats reprennent le contrôle. Sur le plan

(*) On le remarque d'ailleurs ces jours : les ouvriers ont gardé suffisamment d'autonomie par rapport aux syndicats, pour avoir commencé hier une grève de 8 h. par équipe (au lieu de 3 ou 4 h. décidées par les syndicats) pour qu'il n'y ait « pas une voiture qui sorte » avant la signature des contrats. Les ouvriers ont demandé aux étudiants de faire un tract, mais qui ne soit pas signé « Lotta Continua », pour qu'on sache que ce sont les ouvriers seuls qui ont décidé cette grève.

des contenus de la lutte, ils ont su intéresser les travailleurs. D'autre part, les syndicats ont su également accepter et emprunter une bonne partie des formes de luttes propres aux ouvriers. Ils ont su les limiter, limiter les éventualités de répression et ne reprendre les luttes que lorsque la combattivité des ouvriers était trop grande pour être ignorée (salon de l'automobile où les syndicats, pour éviter une manifestation sauvage, ont préféré aller eux-mêmes au salon à la tête de deux cortèges disciplinés). D'autre part, les syndicats n'ont pu prouver leur opposition aux « luttes spontanées » et aux groupes externes (étudiants-ouvriers) qu'en quelques occasions, en s'attaquant physiquement aux étudiants qui, comme eux, attendaient la sortie des ouvriers devant la porte de l'usine.

Vis-à-vis des ouvriers, les syndicats se présentent actuellement comme étant la seule force capable de diriger l'ensemble de la lutte. Ceci provient aussi du fait que les syndicats ont présenté un front unique dans les luttes de cet automne, même si des divergences se font sentir quant aux formes de la lutte et à l'attitude à adopter en certaines circonstances.

LES CAPITALISTES

Ce développement de l'influence syndicale a été favorisé encore par ligne des capitalistes « avancés » (Agnelli, Pirelli), prêts à faire de fortes concessions politiques et économiques au syndicat (et à long terme dans une perspective de « collaboration » avec le P.C.I.). Lorsque les syndicalistes ont constaté que les syndicats ne pouvaient pas (avant les vacances) contrôler les luttes, cette ligne avancée a paru un moment assez dangereuse. On voit pourtant actuellement qu'elle donne les fruits escomptés.

Les forces capitalistes qui s'opposaient à cette entreprise d'appui sur les syndicats (D.C., président de la république, petites usines d'industrie traditionnelle, police...), parce qu'elles avaient peur et ne veulent pas le P.C.I. dans le gouvernement, se retrouvent affaiblies actuellement à jouer leur dernière carte, c'est-à-dire à par ce succès des grands capitalistes. Elles cherchent à attaquer par l'intermédiaire de la police (voir Milan, le 19 novembre). Ces forces capitalistes arriérées pensent ainsi justifier une énergique reprise en main de l'ordre public permettant la répression contre les groupuscules et freinent les partis et les syndicats de gauche, avant la signature des contrats (l'imminence d'un coup d'état de droite, dont on a parlé il y a une semaine, venait justement de ce désir de durcissement, avant qu'il ne soit trop tard).

On remarquera que la ligne du capitalisme avancé est soutenue par deux journaux : La Stampa de Turin, pour Agnelli - Il Giorno de Milan, pour Pirelli.

Les journaux qui soutiennent la ligne traditionnelle de la Confindustria sont, eux, beaucoup plus nombreux. Malgré le nombre de ces journaux, c'est la ligne « avancée » qui prévaut dans l'opinion publique.

LES GROUPUSCULES

Dans la première phase des luttes (avant les vacances), la combattivité ouvrière a surpris tout le monde. Le climat était favorable à une intervention réussie des groupuscules. D'autre part, ce processus a été permis par une double qualification des militants :

- les étudiants portaient avec eux le prestige du Movimento Studentesco ;
- ils étaient alliés, dans la lutte, aux ouvriers les plus combattifs.

Depuis le début de la lutte pour les contrats (sept.) les groupuscules n'ont plus eu ce rôle de guide. Ils n'ont pas compris quels changements complets des formes de

lutte, impliquait la lutte pour les contrats. Ils ont trop vite considéré les syndicats comme étant brûlés et incapables de reprendre le dessus. Sur le plan organisationnel, ils ont continué à penser que les petits groupes pouvaient avoir l'initiative. Cette illusion a affaibli d'autant plus leur impact sur les ouvriers.

Toute la stratégie des groupes a été appuyée sur la radicalisation immédiate des luttes, et sans perspective à long terme. Comme ce procédé ne donne pas de résultats, les groupuscules ont cherché d'autres terrains de lutte et se sont rabattus sur les luttes étudiantes, ce qui donne des résultats assez partiels :

- a) les luttes n'ont pas de répercussions sur les ouvriers
- b) on ne peut pas raviver les luttes ouvrières de l'extérieur
- c) il y a un manque flagrant de perspectives politiques (les rapports entre les luttes en cours ne sont clairs, ni aux ouvriers, ni aux étudiants).

Il faut cependant noter que les groupes gardent la sympathie des ouvriers. Ceux-ci ont beau subir la ligne syndicale, ils n'en sont pas moins mécontents. Cette analyse des groupuscules est valable pour les groupes issus du M.S. Les m-l, eux, n'ont pas un poids réel dans les luttes, mais pourraient prendre de l'importance à long terme.

C. Les perspectives politiques

A court terme, on peut dire que l'alliance entre capitalistes avancés et révisionnistes a réussi. Cette alliance, cependant, traîne derrière elle toute une série de contradictions de classes. Si les syndicats et le P.C.I. veulent maintenir leur contrôle sur la classe ouvrière, ils ne peuvent pas simplement s'en tenir à la signature des contrats. Ils devront continuer la lutte après les contrats

- a) au niveau de chaque usine (cadences de travail, différents points du salaire, etc...)
- b) sur les problèmes sociaux généraux (coût des loyers, sécurité sociale, etc...).

Cette stratégie a été présentée par le vice-secrétaire national du P.C.I., Enrico Berlinguer. Selon Berlinguer, « l'automne chaud » italien sera suivi d'un « hiver chaud ».

Déjà actuellement, la plateforme contractuelle est relativement avancée. Les deux points cités plus haut démontrent que le capitalisme devra payer encore bien davantage. D'autre part, dans les usines elles-mêmes, les capitalistes sont de moins en moins capables d'organiser les conditions de travail selon leur bon plaisir. Cela signifie un obstacle, puis une chute de la croissance de la production.

En résumé, afin de pouvoir accorder ces concessions (nécessaires à contenir la colère des ouvriers), de profondes innovations de structure sont nécessaires (réformes des lois d'urbanisme, du système de sécurité sociale qui vont faire des trous dans l'économie). Au niveau des usines, on pense à la réorganisation des structures de travail, afin d'empêcher que la croissance de la production ne dépende trop des cadences de travail.

Ce genre de réformes, cependant, demande deux types de transformations : politique et technique, transformations qui, d'autre part, demandent une lutte contre les contradictions internes au capitalisme. Les solutions qu'envisage la stratégie révisionniste impliquent la destruction de l'industrie arriérée, et cette perspective demande évidemment du temps. Or, pour arriver à un contrôle sur la classe ouvrière, on ne peut disposer que d'un temps très court. En fait, les syndicats ne peuvent contribuer à contrôler les travailleurs que dans la

mesure où ils obtiennent des résultats concrets pour la classe ouvrière, ils ont donc besoin de l'appui du capitalisme avancé.

Le P.C.I., de son côté, doit pouvoir démontrer sa capacité à contrôler les masses ouvrières, s'il veut entrer au gouvernement. Pour le moment, il doit attendre, il doit attendre jusqu'à ce que le secteur capitaliste le plus paresseux soit poussé, économiquement et politiquement à ses limites (et qu'il soit évincé). Au niveau international, l'entrée du P.C.I. dans le gouvernement serait probablement freinée par les U.S.A. (l'administration Nixon sans doute, et non plus par une nouvelle administration démocratique).

En conclusion : l'équilibre du système est basé sur un jeu difficile entre le temps donné et les concessions à faire. Cet équilibre demande à ce qu'il soit fait des concessions de marge d'action aux syndicats et au P.C.I. mais sans en donner trop, ce qui risquerait de gêner l'équilibre économique. Si ce jeu d'équilibres ne marche pas, les capitalistes devront en arriver à une déflation, mais c'est un jeu dangereux qui risquerait de finir par une explosion de révolte. L'arme forte des capitalistes reste donc la répression (aussi pour les capitalistes avancés). De leur part, cependant, la répression n'est pas vue comme une solution à long terme. Elle serait utilisée plutôt comme une issue transitoire pour bloquer les initiatives radicales et autonomes des ouvriers. Ceci leur permettrait de rentrer d'autant mieux, et avec davantage de calme dans le cours révisionniste décrit ci-dessus.

D. Les forces politiques

Les forces révolutionnaires qui veulent utiliser la situation pour faire la révolution se trouvent actuellement dans une situation nettement plus favorable que précédemment, ceci pour trois raisons :

1) L'expérience des luttes de ces dernières années a développé, dans le prolétariat italien, des exigences politiques de changement radical qui ne pourront plus être ignorées aisément. Les exigences syndicales actuelles sont liées à la conscience et à la volonté ouvrière actuelles. Ceci veut dire que rien ne sera résolu avec la conclusion des luttes (officielle), ne serait-ce que parce que les ouvriers envisagent déjà la possibilité d'utiliser de nouvelles formes de lutte.

2) Les capitalistes avancés ont adopté une ligne intelligente, mais qui ne donne pas la garantie d'absorber les luttes. Les contradictions sont encore accentuées du fait des conflits existant entre les partis, conflits retardant une ligne capitaliste cohérente.

3) Parallèlement, les forces politiques réformistes ne sont pas en mesure d'utiliser les contradictions dans leur propre intérêt politique. Pour eux le choix est dramatique et présente deux risques :

— réprimer trop la combattivité ouvrière pour se mettre dans les bons papiers des capitalistes, mais alors rompre avec la classe ouvrière ;

— rejoindre la classe ouvrière jusqu'à couper toute possibilité de dialogue avec les capitalistes.

Au cours de ces derniers mois, les syndicats ont pu maintenir le contrôle de la situation et doser les deux risques. Il faut pourtant noter qu'il y a, malgré tout, une nette baisse de la confiance des ouvriers dans les syndicats, et ceci pour deux raisons principales :

— les contradictions internes aux syndicats qui se font toujours plus apparentes ;

— les rapports plus répressifs qu'ils ont avec la classe ouvrière.

Cette situation serait donc assez favorable à une intervention politique des forces révolutionnaires. Celles-ci, cependant, ne sont pas en mesure, actuellement d'en profiter.

LES FORCES REVOLUTIONNAIRES, QUI SONT-ELLES ?

Le M.S. est le fait nouveau, fondamental qui a ouvert des possibilités d'organiser une avant-garde révolutionnaire. Il n'était pas un mouvement contrôlé par les réformistes, mais était un mouvement de masse qui pouvait aider le mouvement ouvrier à échapper au contrôle réformiste.

En fait, cette année, le M.S. comme tel, n'a pas su trouver sa solidité par mi les étudiants, ni dans une quelconque forme de rapport avec la classe ouvrière. Ce n'est que par la médiation des groupuscules qu'il est entré en rapport avec elle.

Les groupuscules ont joué d'un réel renouveau politique, mais il n'ont pas su adapter leur intervention à la situation actuelle. Ceci vaut pour les spontanistes, comme pour les m-l (les deux groupes croyant pouvoir construire le parti avant d'avoir développé une action politique de masse, une pénétration de la masse qui est pourtant la condition pour élaborer une stratégie). Ceci a porté les spontanistes à agir sans stratégie (sinon la stratégie faite par un petit groupe, au jour le jour). et a conduit au contraire les m-l à ne construire qu'une stratégie formelle. Les deux groupes ont pourtant atteint des militants ouvriers

- parmi les plus combattifs, en ce qui concerne les groupes spontanistes ;
- parmi les plus sensibles aux questions de principe pour les groupes m-l.

Actuellement, on constate que les groupes n'ont présenté, ni un point de référence pratique, ni un centre d'orientation idéologique à l'ensemble de l'avant-garde ouvrière et à tous les ouvriers qui se sont mis à la tête des luttes. Ces jours, les ouvriers reprennent des luttes qu'ils organisent entièrement seuls. La capacité qu'ils ont à s'unir et prouver leur force (le 28 nov., c'était un cortège de 10.000 ouvriers qui traversait Mirafiori, arrêtant le travail sur son passage) leur permettra aussi peut-être d'exiger de la part des groupes que ceux-ci leur apportent la collaboration spécifique que les groupes externes à l'usine peuvent apporter dans les luttes ouvrières.

GREVE A OUTRANCE

Jeudi 27 novembre :

A l'atelier de la carrosserie à Mirafiori, les ouvriers de la première équipe se mettent en grève pour 8 h. Les syndicats avaient décidé la grève habituelle de 4 h. par équipe. Les ouvriers forment un cortège qui traverse l'usine, incitant leurs camarades à les suivre. Des syndicalistes passent d'un atelier à l'autre, criant qu'il ne faut pas abandonner le travail, que ces 1.000 ouvriers ne sont qu'une poignée de fascistes, d'extrémistes.

Mercredi 26 novembre :

La grève s'étend à nombre d'ateliers et couvre déjà les 2 équipes de jour. L'équipe de nuit ne peut bientôt plus travailler, faute de matériel. Le but : que pas une seule auto ne sorte de l'usine tant que les contrats ne sont pas signés. La manifestation qui traverse l'usine ce jour-là est de 10.000 ouvriers. C'est le plus grand cortège jamais vu à Mirafiori, il n'est plus question de faire croire aux ouvriers que ce n'est qu'une poignée d'extrémistes.

Vendredi 28 novembre :

24 heures sur 24, la grève continue. Aux portes, les ouvriers se rassemblent, beaucoup plus nombreux que les semaines précédentes. Les discussions vont grand train, l'atmosphère est encourageante, comme aux grands jours de mai-juin de cette année.

Samedi 29 novembre :

La seule équipe du samedi, la première, a fait ses 8 h de grève, « comme d'habitude » disent les ouvriers en sortant de l'usine. Syndicats et patrons essaient d'enrayer l'énorme mouvement, les premiers en proposant des grèves articulées, les autres en offrant à l'atelier de la carrosserie 50 L./h. en plus du contrat. Refus partout... c'est la grève choisie par les ouvriers qui continuera, et c'est la signature des contrats pour tous qu'ils exigent.

A Rivalta et Lingotto, la grève commence également

IL MANIFESTO (voir information du 23 octobre 1969)

Les rédacteurs Il Manifesto ont été radiés du P.C.I. (ils sont exclus, mais sans jugement moral, ce qui leur permettrait éventuellement une fois, après autocritique, de faire les démarches pour réintégrer le parti).

Le P.C.I. n'avait plus pris de mesure aussi grave depuis le 8ème congrès (1956, affaire de Hongrie). Cette mesure, d'ailleurs, ne le met pas plus à l'aise qu'il ne l'était auparavant, dans ses tentatives de création d'une nouvelle majorité lui permettant d'accéder au gouvernement.

--- En effet, avec les rédacteurs de Il Manifesto (l'extrême gauche du P.C.I.), le P.C. se faisait reprocher par les autres partis socialistes d'accepter des éléments trop extrémistes incompatibles avec la création d'une nouvelle majorité.

--- Avec l'exclusion de Il Manifesto, le P.C.I. va se faire reprocher d'être un antidémocratique avec lequel on hésiterait à former une nouvelle majorité.

Du côté des rédacteurs de Il Manifesto, on ne sait pas ce qui se passera. D'une part, leur revue est très répandue et appréciée en Italie, et évidemment par certains membres du P.C.I. D'autre part, ces ex-membres du P.C.I. ne s'étant pas, jusqu'à maintenant, appuyés sur une autre réalité que le parti, ils n'ont pas réellement de contact à la base. Ils ne souhaitent pas créer un nouveau parti ou un groupuscule qui leur donneraient moins d'ouverture qu'ils n'en ont actuellement. Vont-ils faire, alors, de l'entrisme dans le P.C.I. ? Comment vont-ils établir ce rapport direct avec la base ?

Salut des lycéens aux ouvriers FIAT en grève

5.000 lycéens aux portes de FIAT jeudi 27 novembre.

Les lycéens en grève protestaient contre l'expulsion de 12 de leurs camarades du lycée Gioberti. Ils ont fait 5 km à pied pour démontrer leur volonté de se joindre aux luttes ouvrières. Devant la porte 2 de Mirafiori, les lycéens de l'extérieur, et les ouvriers de l'intérieur, ont eu une brève rencontre (le contact a été plus symbolique qu'effectif, et bien des lycéens qui venaient pour la première fois aux portes de FIAT sont restés sur leur faim). Le tract distribué par les lycéens expliquait l'action de ceux-ci en trois points :

« POURQUOI VENONS-NOUS AUX USINES

1) Nous savons que sur nous et nos luttes, on raconte un tas d'histoires fausses. Ils disent que nous ne voulons pas étudier, que nous sommes des gamins irresponsables, que nous sommes quelques extrémistes, des vandales. Nous voulons que vous vous rendiez compte, en participant à nos actions, que tout cela est faux.

2) La lutte contre l'école des patrons ne concerne pas seulement ceux qui sont dans les écoles, mais encore vous qui en avez été exclus, vos fils qui, plus que ceux des autres, échouent et sont contraints à lécher les bottes des professeurs.

3) A cause des divisions de classes, les différences entre ouvriers et employés, tous les moyens qu'emploie le patron pour faiblir vos luttes, pour vous diviser, sont également le fruit de l'école : avoir étudié des choses inutiles pendant des années implique qu'à l'usine on soit mieux payé, on ait une assurance plus complète, des vacances plus longues, et toute le reste. »

Répression - Rome, le 27 novembre 1969 (*)

Stimulée par l'attitude de Giuseppe Saragat, la police italienne a mis en train une répression effrénée contre les groupes gauchistes à qui il manque l'imprimatur de la représentativité parlementaire.

Il y a parmi les dernières victimes, le directeur du périodique national « Potere Operaio » (anciennement « La Classe ») et trois « gauchistes » saisis pour avoir distribué des tracts qui engageaient les « barracati » de Rome (habitants du bidonville) à occuper toutes les maisons vides ou désertes de la ville.

Des mandats d'arrêt ont été ordonnés contre ces quatre hommes, dans deux cas distincts, mais politiquement du même bord. Les charges émises contre eux : « incitation à l'action criminelle », « incitation à violer la loi italienne ».

Ces interprétations tortueuses de la loi ont été données par Saragat (qui a échangé son rôle décoratif de président contre un rôle actif dont la puissance officielle est appuyée sur les intérêts des U.S.A. en Italie) quelques heures après qu'il ait déclaré que les organisations du genre de L'Union des Marxistes-léninistes ne servent qu'à « détruire la vie humaine ».

Cet appel pseudo-mystique fait penser aux meilleurs morceaux politiques de Mussolini. Il a naturellement été attrapé au vol par les fascistes et la presse de droite.

En fait, le jour même de l'arrestation de Francesco Tolin (de Potere Operaio), la première page de Il Tempo et Il Messagero (droite « arriérée (**)) appelait la grande majorité liscieniceue d'Italie à descendre dans la rue pour « vider le pays de toute cette canaille ».

Inutile de dire que cette exhortation n'a pas été interprétée par la partie plaignante de Rome, comme étant une « incitation à l'action criminelle » ou une « incitation à violer la loi italienne ».

Le cas Tolin, qui passera en jugement au début de décembre, a mis en chaleur toute la presse de gauche du pays. Les journaux de gauche se demandent en quoi ils ont pu être si pacifiques ces dernières années pour que pareille mesure ne soit appliquée que maintenant, et que veut dire ce revirement.

Comme dans les cas de ce genre, et pas seulement en Italie, la gauche s'est insurgée contre cette mesure qui est un dangereux précédent contre la liberté de presse. On n'a pas voulu dire qu'une fois de plus c'est une attaque beaucoup plus large contre la liberté politique.

Si l'on comprend l'arrestation de Tolin dans ce sens plus vaste, on voit que l'arrestation des trois autres camarades est tout aussi importante. D'autant plus que parmi ces trois, deux étaient de simples typographes à qui un membre de l'Union m-l avait demandé de tirer les tracts.

En d'autres termes, la répression ne s'organise pas seulement contre les politiciens et les tacticiens de la gauche extra-parlementaire, mais elle s'étend à tout ce que les autorités considèrent comme étant des complices.

Finalement, il n'est pas du tout impossible d'imaginer que les rédacteurs de Potere Operaio, et les milliers de sans-abri de la capitale vont être accusés, au cours des prochaines semaines, de n'être que de vulgaires « destructeurs de vie humaine ».

(*) Un camarade américain établi à Rome s'est engagé à nous envoyer régulièrement de la documentation.

(**) Cf. article Evaluation de la situation, p.3.

BELGIQUE

GREVE SAUVAGE CHEZ CITROËN - FOREST

La Sainte Alliance contre la classe ouvrière

Patrons, syndicats, maire et flics

Tous Unis contre les ouvriers de Citroën

Bruxelles

Sous ce titre, des camarades de Paris ont tiré un tract (exemplaires à la disposition de ceux qui le veulent) reproduisant l'article suivant extrait du Figaro (20-11-69).

La gendarmerie belge a arrêté 61 ouvriers de nationalité étrangère soupçonnés d'être les meneurs d'une grève sauvage déclenchée hier matin à l'usine Citroën de Forest-Bruxelles. Ils ont été soumis à un contrôle d'identité. En outre, 21 licenciements ont été décidés.

C'est à la demande expresse de la direction des usines Citroën, des délégués syndicaux et de l'administration communale, qu'un escadron complet de gendarmes - 100 hommes environ - est intervenu, déployé en tirailleurs, devant l'usine. Les arrestations ont été opérées sans incident, les délégués du personnel ayant même indiqué les meneurs aux gendarmes.

Le travail a repris normalement à l'usine à 14 h. (AFP)
Des camarades belges ont donné les détails suivants sur cette grève et la répression qui a suivi :

Une quinzaine de personnes ont eu l'occasion de discuter avec deux des ouvriers licenciés de Forest. Il nous a semblé intéressant de communiquer les informations recueillies dans leur intégralité.

L'usine de montage Citroën occupe 1.000 employés, dont environ 80 pour cent d'étrangers de 17 nationalités différentes.

Depuis près d'un an le mécontentement règne à l'usine Citroën de Forest.

Le rythme du travail s'accélérait progressivement tandis que les salaires, eux, restaient stationnaires. Précisons que les 20 % de belges occupent pour la plupart des postes d'encadrement (contremaîtres, brigadiers, chefs d'équipes) ; par ailleurs, les délégués syndicaux recrutent exclusivement parmi eux.

Il y a près de deux mois, 5 ouvriers espagnols, considérés comme des « meneurs » se voyaient proposer d'accepter leur préavis moyennant 25.000 F de prime. Quinze

jours plus tard, éclate la première grève dont les revendications portent sur :

- l'augmentation de l'embauche en fonction de l'accélération des cadences ;
- la nécessité d'un nombre suffisant de remplaçants aux chaînes de montage ;
- l'obtention de vêtements de travail ;
- le licenciement du chef de personnel et de deux adjoints connus pour leur hostilité et leur mépris à l'égard des travailleurs.

A ce moment, les délégués syndicaux proposent de déposer un préavis légal de grève, et d'entamer les pourparlers avec la direction. Les ouvriers rejettent la proposition. Ce refus a pour origine l'échec d'une procédure semblable engagée deux mois auparavant. (la délégation syndicale n'avait pas déposé le préavis).

Une assemblée générale réunit tous les ouvriers.

Le déclenchement de la grève est voté à 32 voix de majorité. Le syndicat refuse de soutenir le mouvement. Alors qu'une augmentation de 4 F est revendiquée, la direction accorde 2,5 F (soit 1,5 F en tenant compte de l'index). Les ouvriers, maintenant leurs exigences, malgré la satisfaction du syndicat, finissent par obtenir le montant exigé sous la forme d'une prime spéciale.

Le travail reprend, mais les conditions de travail se détériorent : en six mois, la production passe de 80 à 160 voitures. La direction organise le travail de manière à masquer l'accélération du rythme de la production, la rotation obligatoire des travailleurs aux chaînes de montage, le jeu sur la numérotation des voitures introduisent de manière incontrôlable 3 à 5 voitures supplémentaires par jour.

Lors d'une explication, la direction prétend qu'il s'agit de compenser le temps perdu par les arrêts accidentels. Les ouvriers exigent d'être informés des normes exactes de la production quotidienne, ainsi que du nombre permanent d'ouvriers au travail. Le directeur de l'usine, M. Perret (« Napoléon ») déclare que la production doit doubler.

Le travail continue, mais une agitation latente gronde durant un mois et demi.

« La décision de déplacer l'un des « meneurs » déjà recensés durant la première grève provoque un regain de tension : « le meneur » Domenico Lazzarone, ayant refusé de s'exécuter, est renvoyé sur le champ. On l'empêche, le jour suivant de rentrer dans l'usine. La police appelée sur les lieux, l'embarque. (fait observé et reconnu par un délégué syndical qui, par la suite, se rétracte). Depuis lors, même ses amis ne parviennent pas à le retrouver (la presse elle-même ne semble pas avoir d'informations à ce sujet).

La tension est encore exacerbée par ces événements. Les ouvriers se concertent alors pour décider d'une action. Devant cette menace, le bourgmestre de Forest, Wielemans, appelé sur les lieux, déclare aux ouvriers qu'ils doivent reprendre le travail s'ils ne veulent pas être reconduits à la frontière.

A l'arrivée de nouvelles équipes, les travailleurs en grève ont fait le tour de l'usine et les ont convaincus de ne pas reprendre le travail.

A 13 h., la direction a prévenu les ouvriers qu'ils devaient quitter l'usine s'ils refusaient de reprendre le travail. Les ouvriers ont répondu en criant le nom de leur camarade licencié et ils sont montés à l'étage pour occuper les bureaux.

Entretemps un incident éclata entre des grévistes et un contremaître-délégué syndical.

Police et gendarmerie, discrètement présentes dans les rues voisines, entrent en scène à 13 h. 15, mitraille au poing. Ils poussent les ouvriers vers les chaînes de montage, leur intimant l'ordre de se remettre au travail. Ceux qui tentent de résister sont immédiatement embarqués, empoignés par deux policiers escortés d'un troisième, fusil à la main, menottes aux mains.

Le travail reprend sous la surveillance du corps de police. Passent alors le chef du personnel et ses adjoints. Les « meneurs » sont désignés et embarqués d'office.

Notons que les délégués syndicaux étaient tous absents durant ces événements.

Au commissariat central de la gendarmerie, les 70 personnes arrêtées se voient demander carte d'identité et permis de travail. 23 d'entre eux y apprennent leur licenciement formel. Les autres se voient ordonner de reprendre leur travail sous peine de licenciement. Il leur est signifié que si leur « conduite » laisse à désirer, ils seront ramenés à la frontière. Quant aux 23 licenciés, il leur est conseillé de ne pas se réunir, de ne pas retourner en groupe sur les lieux de travail. Ils ne pourront reprendre leurs effets de travail que l'après-midi, et ce, individuellement.

Le commandant de gendarmerie, qui a dirigé l'opération, a déclaré qu'il y a eu demande expresse de l'intervention par la direction, soutenue par les délégués syndicaux.

La F.G.T.B. (syndicat socialiste) a immédiatement démenti que les délégués aient donné leur accord.

Les motifs de renvoi signifiés dans une lettre sont : indiscipline, abandon de poste et incitation à la grève. Considérés comme grévistes par les syndicats, ils reçoivent de ceux-ci l'équivalent d'un salaire intégral jusqu'à ce que leur sort soit fixé après liquidation du conflit au sein de l'entreprise. Rappelons que presque tous sont syndiqués et possèdent un permis de travail de type A. Le syndicat a d'autre part appelé à un arrêt de travail jeudi 27 novembre de 14 à 15 heures les ouvriers des autres usines de Forest afin de manifester, sur la place communale, leur solidarité avec les ouvriers de Citroën.

DANS LA BANLIEUE SUD DE LIEGE (11-69)

JENATZY, à Sclessin, se classe parmi les trois fabriques de pièces de caoutchouc les plus importantes de Belgique. Si elle n'occupe que de 220 à 240 ouvriers et ouvrières, sa production couvre une très vaste gamme d'objets finis : matraques, obus d'entraînement, flotteurs, joints de bouteilles, bouts de cannes, tuyaux, accessoires automobiles, etc...

12 départements ouvriers, dont 3, le banc Bury, la caillandre (préparation de la gomme) et le moulage, commandent l'ensemble de la production : leur entrée en grève signifie la paralysie de l'usine entière. Ajoutons un laboratoire, un bureau de dessin et les services de comptabilité ou autres paperasseries.

Les ouvriers sont particulièrement bien encadrés et fliqués par 55 directeurs, brigadiers, contremaîtres, chefs d'atelier, surveillants, chronomètres, etc... Le travail d'encadrement est complété par le syndicat, maîtresse du patronat, en tête la F.G.T.B. : 80 % des travailleurs y sont affiliés, contre 5 à la C.S.C. Le permanent est le coursier et l'homme à tout faire de la direction, ce qui lui vaut de recevoir une nouvelle voiture tous les deux ans et trois francs du kilomètre. Les délégués participent à la pourriture générale. Ainsi, une brigadière, qui dirige un secteur, est en même temps la déléguée syndicale qui recueille les plaintes contre la brigadière ! Inutile de dire où vont ses préférences...

La combativité est plus élevée chez les travailleurs jeunes (80 % de l'ensemble). S'il n'y a pas eu de grève sauvage depuis 1961, le malaise latent se traduit par des sabotages de la production, des ralentissements de cadence, etc... Chacun essaye de finasser et d'aménager sa petite vie devant sa machine. La prise de conscience de la nécessité de s'unir et de mener une lutte commune ne s'opère que lentement ; mais on a l'espoir de voir se constituer, autour des éléments les plus combattifs (1) un Comité de base qui coordonnera l'explosion d'un mécontentement qui se contient de moins en moins.

Ce mécontentement provient de l'incapacité des supérieurs, de leur incompétence, du climat tendu qu'ils font régner, du rythme effréné que prennent les cadences, avec les vexations que cela implique (par exemple, un temps de 20 minutes pour le repas, difficulté d'obtenir une autorisation pour aller aux chiottes ou à l'infirmerie), l'inégalité voulue des primes de production, inégalité qui est loin de leurrer les travailleurs, et, enfin, les problèmes graves de sécurité et d'hygiène (jetez une semelle de caoutchouc dans votre poêle, et vous aurez l'atmosphère de l'usine).

La direction a bien senti d'où venait le vent et a déclenché, le 12 octobre, par l'intermédiaire du permanent syndical, une grève-soupape de sûreté d'une 1/2 heure sur un prétexte futile. Ce débrayage artificiel n'a trompé personne.

La description de cette situation nous paraît représentative d'un grand nombre de petites et moyennes entreprises, tant par ses côtés négatifs que par ses côtés positifs, ainsi que par les perspectives qu'elle ouvre sur un avenir explosif qui, nous l'espérons, sera proche.

SUR LE LUXEMBOURG

(d'un camarade de Liège - 12-11-69)

« ... J'ai rencontré les bureaucrates staliniens et les gauchistes de service, c'est-à-dire les deux tendances radicalement opposées de l'A.S.S.O.S.S. (« gauche » des étudiants luxembourgeois). De conseillistes, point : des trotskystes, des maoïstes, vachement arriérés par rapport aux autres pays, regroupés dans une tendance nommée « Spartacus » (ils connaissent de Rosa Luxembourg ce que Lénine pouvait en connaître...). Les deux tendances ne parlent que d'organisation et me paraissaient tomber de la lune lorsque je leur parlais de Conseils Ouvriers. Elles sont toutes deux persuadées de la nécessité de l'entrisme dans les syndicats « pour y former un noyau dur ». Tous les membres (100 à la dernière assemblée) sont étudiants, lycéens, enseignants, et n'ont eu de rares contacts avec le monde ouvrier que par les syndicats. Comme il faut s'y attendre, c'est en milieu lycéen qu'apparaissent certaines choses intéressantes. Les prochaines actions vont tourner autour de la Palestine.

Côté ouvrier, toujours d'après les informations des types de l'A.S.S.O.S.S., il n'y a pas de grèves sauvages, ni même de grèves syndicales (les syndicats dans la métallurgie semblent un peu plus radicaux que dans d'autres pays). La dernière grève eut lieu, il y a une ou deux années (information précise...) et ses meneurs furent traduits en justice (le préavis est sévèrement requis). Les cheminots, quant à eux, possèdent un syndicat très réactionnaire et se considèrent comme une élite de la

(1) Si la conscience de classe est assez développée, il y a peu de gens politisés et formés. Par contre, le P.C., les trotskystes, et autres récupérateurs sont absents chez Jenatzy.

classe ouvrière du fait de leur statut d'employés. Les problèmes de cadence ne semblent guère se poser dans ces deux secteurs, mais bien dans les implantations américaines, où il paraît même que les activités syndicales sont réprimées. Je rappelle que le P.C. luxembourgeois est coalisé avec la social démocratie et qu'il fut le seul P.C. d'Europe Occidentale à approuver l'intervention russe en Tchécoslovaquie.

Toutes ces informations sont à prendre avec réserves, vu les sources d'où elles émanent.

(d'un camarade de Bruxelles - 30-10-69)

« ... L'Université est d'un calme plat ici. Les usines aussi, mais il y a plein de petits conflits locaux et ordinairement brefs dont la presse parle peu ou pas. Ainsi, depuis le 6 octobre, les 35 ouvriers de la division « Tours et Cylindres » des Forges de Clabecq (sud de Bruxelles) sont en grève en réclamant des avantages non prévus par les accords paritaires (ce qui permet à la presse bourgeoise de déverser sa hargne sur les grévistes). Il y a eu des arrêts de travail de solidarité et la direction menace de mettre une partie du personnel en chômage technique - en commençant précisément par ceux qui ont débrayé par solidarité.

La Belgique est en pleine période de surchauffe, sans que le gouvernement, trop préoccupé de sa propre survie, fasse grand chose. Ne vient-il pas de décider une mesure bien inflatoire : l'augmentation de 23 % des effectifs de la police ? Le chômage est proche de ses minimas de haute conjoncture. Il y a aussi de plus en plus d'ouvriers étrangers.

D'UN CAMARADE BELGE

(auteur de l'article du n° 86, p. 22)

Je viens de recevoir le dernier I.C.O. et d'y lire l'article 4. Je ne suis pas d'accord avec ta version, pour les raisons suivantes :

1) Je n'ai pas jugé la littérature de langue flamande dans l'absolu, ni même par rapport à la littérature wallonne ou francophone belge (dont la production n'est certes pas plus vaste), mais bien par rapport à l'énorme apport de la culture française, dont seule a bénéficié la population francophone de Belgique.

2) Le deuxième point est plus important. Je crois ne pas me tromper en affirmant que la coupure linguistique se situe au niveau *subjectif* des conditions d'exploitation et d'oppression du prolétariat flamand. C'est-à-dire que ce dernier s'estime brimé lorsque, dans sa vie quotidienne, il est confronté à des supérieurs qui ignorent sa langue. Si ceux qui tiennent en mains l'économie sont francophones, cela n'a pas d'importance : le travailleur ne les connaît pas. Ceux qu'il rencontre dans sa vie, c'est le cadre, le magistrat néerlandophones (formés dans des universités de langue flamande), le haut clergé néerlandophone (voir Desmeets, évêque de Bruges, par exemple), enfin le P.D.G. ou le directeur néerlandophone (et non le propriétaire d'usine XIXème siècle, qui lui était francophone). Ces exemples me paraissent démontrer à suffisance que l'on ne peut plus parler d'oppression linguistique d'une classe sur l'autre en Flandre.

Maintenant, il ne faut pas se méprendre : 1931 ne représente que l'entérinement, l'officialisation d'une évolution amorcée bien auparavant (les premiers remous linguistiques importants remontent aux environs de 1880) et qui s'est poursuivie par après (mais qui me paraît bien achevée aujourd'hui).

DISCUSSIONS

D'UN CAMARADE DU DOUBS (11-69) :

(voir I.C.O. n° 85 - septembre 69)

« A propos du texte « la lutte de classes en France ». La période que nous vivons depuis six mois est riche en enseignement au niveau de l'évolution du « front de classe » et du rôle des « militants révolutionnaires » (!).

Si on se contente, dans un premier temps, de faire une série de constatations, on remarque que :

--- des luttes s'engagent un peu partout en dehors du contrôle des syndicats (et pour cause), sur des mots d'ordre très spécifiques (conditions de travail pour la plupart du temps) mais qui remettent en cause, sur son terrain, l'exploitation dans les boîtes.

--- il apparaît que les syndicats ne veulent aucune lutte autonome et se contentent de récupérer les mouvements qui sont partis en dehors de leur initiative.

--- le tout n'a pas l'air de déranger le gouvernement qui, pour l'instant, continue à appliquer son plan de redressement.

Ces trois points gouvernent toute notre analyse de la lutte de classes à l'heure actuelle. D'une part, il est bien évident que des luttes s'organisent contre l'exploitation et la répression. Mais elles restent à un niveau de balbutiement car, malheureusement, la classe ouvrière n'a pas le don de l'auto-organisation à priori. Au niveau international, la fonction intégratrice des syndicats apparaît de plus en plus aux travailleurs. Le fait est incontestable, maintenant les syndicats sont officiellement installés dans leur rôle de courroies de transmission entre le patronat et la classe ouvrière et d'agents de l'ordre social. L'état, de son côté, s'appuie à fond sur le syndicat et la carte est bonne car la bourgeoisie, pour l'instant, a les mains libres pour assurer son développement au niveau européen. La bourgeoisie n'est pas inquiétée réellement par toutes les luttes qui sont menées, c'est l'inefficacité la plus totale et cela n'a rien d'étonnant. Les luttes démarrent dans une boîte sans l'intervention des syndicats, la lutte dans la boîte est totalement coupée de l'extérieur, les syndicats prennent l'initiative de pour-parlers et de contacts...

Bientôt, les travailleurs se retrouvent devant le problème suivant :

--- la lutte autonome a merdoyé sans se donner une structure autonome et attendant un appui des syndicats.
--- au bout de quelques jours de grève, les travailleurs ont perdu totalement le contrôle et l'orientation de leur propre lutte qui est récupérable alors par les syndicats. Ce petit jeu des charognards des luttes qui s'éteignent toutes seules, est le seul que puissent mener les syndicats à l'heure actuelle. Il y a maintenant contradiction entre les intérêts des travailleurs et ceux des syndicats. La seule issue pour les luttes qui sont menées à l'heure actuelle est l'auto-gestion de ces luttes. Les travailleurs recherchent et cherchent à se donner une organisation de masse. Il est significatif de voir que, une fois déclenchée, les travailleurs attendent pour leur lutte une intervention problématique des syndicats. Les camarades qui ont écrit le texte « la lutte de classes en France » ont raison de souligner que « les syndicats utilisent le niveau balbutiant de l'autonomie qui ne se concrétise pas en des organismes autonomes ». Car en fait, le problème est là.

Ce qui se pose est de savoir s'il nous est possible d'impulser, par une intervention indéterminée (...) ces struc-

tures autonomes. L'exemple de la FIAT à Turin nous prouve que ces structures autonomes ne sont pas une idée fumeuse, mais une pratique déjà réalisée. Il nous faut donc savoir s'il est possible d'intervenir à un niveau autre que la propagande gauchiste. Une action est-elle envisageable, est-elle souhaitable... quelle en serait la signification pour I.C.O. ? Tout le débat est ouvert. »

I.C.O. ET LA THEORIE

Le monde s'est transformé incroyablement vite depuis le début de la première guerre mondiale. Ces révolutions, ces guerres, les techniques nouvelles, le bouleversement des structures, les mutations au sein des anciennes classes, l'apparition de nouvelles classes dominantes, les modifications intervenues dans le partage du monde entre puissances impérialistes, tout cela demande évidemment un sérieux effort pour être compris, analysé, et inséré dans des formulations théoriques synthétisant tant de faits nouveaux. C'est d'autant plus difficile que les vieux outils des « théories » forgés par nos maîtres à penser du 19ème siècle doivent être renouvelés, sauf bien sûr pour les dogmatiques qui ne se fatiguent pas les méninges.

Résumons succinctement quelques unes des principales questions posées par l'évolution du monde moderne : La révolution russe - signification d'octobre 17 et Crons-tadt 21 - La nature du nouvel état - la nouvelle classe dominante - Le capitalisme d'état - L'impérialisme russe La révolution espagnole - les réalisations ouvrières et paysannes - les étapes : juillet, octobre 36, mai 37 - La faillite de l'anarchisme d'état - le rôle contre-révolutionnaire de la Russie et des partis communistes

Les révolutions nationales bourgeoises bureaucratiques - les démocratie populaires, la Chine, Cuba, Algérie, Egypte, etc...

L'évolution des pays capitalistes occidentaux - rôle de l'Etat dans l'économie - les sociétés industrielles - L'inégalité de développement des impérialismes.

Les mutations au sein des classes dominantes et de leurs classes d'appui - les métamorphoses de la classe ouvrière - la prolétarianisation de fait de nouvelles couches de salariés - L'intégration des vieilles organisations ouvrières, partis et syndicats - L'idéologie techno-bureaucratique : élitisme, dirigisme - sa prolifération parmi les salariés petits-bourgeois et les cadres supérieurs.

La problème de la jeunesse - la contestation estudiantine.

Bien entendu, il ne s'agit là que d'une énumération limitée.

Or, I.C.O. a traité de toutes ces questions, en long et en large, le plus souvent concrètement dans des articles de discussion, dans des correspondances et dans des informations. Même le choix des livres étudiés dans les Notes de lecture s'inspirait de ce principe que la « théorie » ne peut sortir que de l'étude des faits, de leur connaissance concrète dans leur évolution, de leur analyse constamment retouchée. Cela suffisait déjà amplement pour prendre position dans les luttes quotidiennes et pour inspirer les explications et informations qu'elles nécessitent. Dans un monde qui évolue si rapidement, la théorie ne peut se construire qu'au fur et à mesure qu'on essaie d'abord de comprendre ce qui se passe, et au fur et à mesure de notre participation à la lutte de classe.

A qui fera-t-on croire qu'il suffirait de rechercher dans les œuvres des pères du marxisme et de l'anarchisme des citations s'appliquant aux situations nouvelles de maintenant ! Que nos camarades s'exercent à faire l'inventaire de toutes les transformations et innovations survenues au cours du siècle, et ils se rendront compte de l'effort à faire. Effort d'autant plus difficile que la recherche théorique, qui a certes toujours continué, fut généralement très orientée et très dogmatique, notamment en ce qui concerne le marxisme... léninisme, stalinisme, trotskyste, maoïste, ou social-démocrate.

Les éléments d'une théorie cohérente et globale existent, ne serait-ce qu'en partant du marxisme et en synthétisant les résultats de l'analyse permanente des faits que nous vivons. Peu à peu, ces éléments se groupent, se classent, dans la tête de tous ceux qui pensent la lutte qu'ils mènent en tant que travailleurs et en tant qu'hommes. Et peu à peu, également, des formations théoriques simples et claires sont exprimées. Ah, évidemment, elles tranchent avec les spéculations de certains théoriciens de vocation, qu'ils soient économistes, sociologues, psychosociologues, philosophes et autres spécialistes au jargon généralement incompréhensible.

Je pense qu'en serrant le concret de près, en le décrivant d'abord, en l'analysant grâce aux discussions et en formulant prudemment quelques données théoriques essentielles, I.C.O. a fait un travail consciencieux qui est loin d'être négligeable. Et pas en vain d'ailleurs, puisque sur toutes les questions énumérées ci-dessus, une unanimité presque totale s'est construite au sein d'I.C.O. et parmi les correspondants du Bulletin, cette « unanimité » ne signifiant nullement monolithisme, mais accord sur l'essentiel. A ce titre, la charte qui unit les camarades a été modifiée, complétée. Or, elle ne représente qu'une partie de ce qui a été acquis.

Evidemment, la croissance d'I.C.O. et le fait que le groupe initial est maintenant lié dans un esprit fédératif aux multiples groupes et camarades isolés qui ont participé ou se sont intéressés à la Conférence nationale, cet élargissement repose le problème d'une nouvelle cohérence qui ne s'acquerra que par de nombreuses discussions horizontales et verticales, par la publication et la circulation de textes, etc... La participation de tous aux luttes des travailleurs fera le reste.

Et la « théorie » qui se dégage de la collection d'I.C.O. et qui vit dans le crâne des copains du groupe initial se trouvera enrichie, modifiée, mieux formulée, grâce au travail de tous. Souhaitons qu'elle puisse toujours s'exprimer aussi simplement.

POUR UNE CRITIQUE REVOLUTIONNAIRE

Voici la lettre qui accompagnait ce texte :

« Pour faire suite à votre demande d'éditorial, nous vous envoyons ci joint, un texte intitulé « Pour une critique révolutionnaire » qui reflète l'essentiel de nos positions ».

Ces camarades n'ont jamais participé aux travaux d'I.C.O. Par contre, ils ont protesté au sujet d'une censure qui aurait concerné des tracts adressés à I.C.O. (voir I.C.O. nos 86 et 88).

Toute action subversive, si limitées que soient ses dimensions, a pour effet de dévoiler, dans tous les mécanismes d'aliénation imposés par la société ambiante, le ressort religieux sous-jacent ; elle réduit à leur pitoyable néant, dépourvu d'avenir, les modèles offerts par la religiosité moderne, du curé guérillero au cadre ami des travailleurs, en passant par le militant dévoué à la Révolution mondiale.

Le mouvement révolutionnaire doit se donner les mêmes tâches, avec une ampleur et une efficacité incomparables, et sans rapport avec celles des conglomerats, plus ou moins « centralisés », des militants encadés par leurs dirigeants. Son domaine n'est autre que la totalité de la vie quotidienne, aujourd'hui meublée d'ersatz des religions traditionnelles et consacrée à l'absorption massive des stupéfiants destinés au monde de la nouvelle pauvreté.

**

Le meilleur critère d'authenticité révolutionnaire de ce mouvement, réside en sa capacité de développer en son sein, dans et par la critique pratique de ce monde, et seulement dans la mesure où il s'y livre sans se charger du poids mort du passé (militantisme), des rapports et un climat qui soient déjà le négatif de la société actuelle ; il ne s'agit pas de créer un microcosme « non capitaliste », qui ne serait que le point de convergence de diverses mystifications, précisément de type religieux (rédemption, paradis terrestre, etc...), mais de mener collectivement une action tendant à dévoiler concrètement la nature des rapports sociaux intaurés à tous les niveaux (famille, salariat, autorités) ; la destruction de la société spectaculaire marchande aura pour préambule la prise de conscience généralisée et pratique du caractère répressif de ces rapports, qui constituent pour le prolétariat la superstructure de la vie quotidienne, au réseau diffus et soigneusement élaboré par les spécialistes, dont les actions conjuguées empêchent toute prise de conscience unitaire, et qui dissimulent l'identité fondamentale entre l'aménagement de la survie et l'aliénation essentielle, issue de l'insertion dans le processus de production.

**

Alors que tout tend à présenter le mode de survie actuel comme éternel et immuable, et avec lui le système économique et les structures sociales qui l'engendrent, il n'est pas surprenant que « l'avant-garde » qui prétend les abolir soit figée dans la même éternité : elle n'a aucune chance de leur survivre, et elle commence à le savoir ! Pour elle, s'il est licite de s'opposer à l'ordre établi, c'est à la seule condition d'offrir simultanément une hiérarchie, des chefs, une division du travail, un Etat (« ouvrier » ou « populaire ») de remplacement, donc un système d'aliénation perfectionné, tel qu'en propose aujourd'hui une multitude de groupes « révolutionnaires », fruits secs du mouvement ouvrier traditionnel, dont la putréfaction empuantit l'atmosphère.

Nous ne tenons pas à participer aux ébats de ces honnêtes concurrents, si bien faits pour s'entendre sur l'essentiel.

On ne jouera pas leur jeu sénile, on le sabotera.

Dans cette perspective, il va sans dire que le mouvement révolutionnaire ne peut que procéder au renversement des conceptions autoritaires et centralistes imposées en France par les Jacobins, et qui handicapèrent si lourdement le blanquisme, avant d'être reprises par le « communisme » français, avorton dérisoire, et internationalisées par les organisations « ouvrières ». Mais quelles que soient les méthodes mises au service de la destruction du système capitaliste, l'aptitude de chacun à vivre d'une vie autonome et à participer à l'élaboration d'une existence collective ne résidera jamais dans les recettes organisationnelles, sous-produit de l'idéologie, qui n'est pas moins repoussante quand elle s'affirme « libertaire » ou « conseiliste ».

**

Le mouvement révolutionnaire, déterminé à faire que la mort des dieux et celle de la société spectaculaire mar-

chande soient l'issue d'une même agonie, visera à ce que :

-- toute atteinte à l'ordre social se définisse comme une variété de *sacrilège profane*, et soit voulue et ressentie comme telle par le plus grand nombre possible ; tout acte exemplaire individuel ou collectif est un attentat contre « Dieu, c'est-à-dire la domination étrangère du mode de production capitaliste » (Engels) : il contribue à précipiter la prise de conscience qui se fera jour.

— aucun domaine de la religiosité moderne ne soit épargné, sous peine d'échec généralisé et de récupération par tels ou tels spécialistes ; tout part de cette critique, fondement de toute critique : « L'homme qui n'aura trouvé, dans la réalité fantasmagorique du Ciel, où il cherchait un surhomme, que le *reflet* de lui-même n'inclinera plus à ne trouver que *l'apparence* de lui-même, que le non-homme, là où il cherche et doit chercher nécessairement sa vraie liberté. » (Marx).

— jamais le tout ne soit sacrifié à la partie, et qu'aucune conquête fragmentaire du prolétariat, particulièrement, ne soit considérée comme un *progrès*, mais seulement utilisée pour porter de nouveaux coups à l'édifice social. L'adhésion à l'idée de progrès a pour corollaire le détournement de toute action, abstraction faite des intentions, qui nous indiffèrent, par les rabatteurs

de la *religion moderne* : chrétiens d'avant-garde avides de hâter l'avènement du règne de Dieu sur la Terre, technocrates assoiffés de promotion des masses laborieuses, staliniens adoreurs de la « démocratie populaire » qui, sur ce point, communient dans la même ferveur contemplative.

**

L'autocritique pratiquée par le mouvement révolutionnaire rendra plus honteuses encore les exhibitions jésuitiques d'automortification triomphante pratiquées par les micro-bureaucraties actuelles, au nom d'un dogme inaltérable qui en sort inmanquablement renforcé. Le point de référence de cette autocritique ne sera plus, en effet, un dogme quelconque, mais le degré d'adéquation de l'action et de la pensée à la tâche fondamentale : la destruction de la société spectaculaire marchande ; tout pas en avant sur cette voie étant lié à l'assimilation théorique - non spéculative - des conditions de la survie, le mouvement révolutionnaire doit nécessairement rester étranger aussi bien à la spéculation inactive qu'à l'activisme sans compréhension totale de la réalité, qui sont les deux pôles entre lesquels oscille la mauvaise conscience bêtifiante du militant abonné à l'échec. *Les derniers échecs historiques du militantisme seront la fin du commencement et le commencement de la fin.*

Paris, le 1er décembre 1969.

NOTES DE LECTURE

« JAPON, TROISIEME GRAND »

Robert Guillain - Ed. Seuil

Au moment où un livre et des informations nombreuses consacrent la promotion du Japon comme troisième Grand, c'est-à-dire comme 3ème puissance impérialiste, seconde du camp occidental, nous pensons que l'étude de ce cas concret doit permettre de figoler la notion même de l'impérialisme.

Nous disons cela pour nos jeunes camarades, et beaucoup de plus vieux aussi, qui n'ont de cette notion « théorique » qu'une connaissance livresque et réduite à des définitions vieilles de plus d'un demi-siècle.

Or, depuis Lénine et Rosa Luxembourg, les grandes puissances impérialistes devaient refaire la carte du monde au cours de deux guerres mondiales. Leurs rivalités les opposent sans merci, conduisant à un nouveau partage de la planète, d'autant plus que les deux grands vaincus de la seconde guerre mondiale sont revenus aux 3ème et 4ème rang (Japon, Allemagne) et que sont apparus le second super-grand (la Russie) et l'outsider inquiétant qu'est la Chine ; Grande-Bretagne, France et Italie, avec des sorts divers, restant sur les rangs. En somme, l'affrontement n'a pas cessé et risque à nouveau de plonger l'humanité dans un conflit armé, cette fois apocalyptique. Pourquoi ? Et pour qui ?

Il faut chercher les réponses dans la nature même du capitalisme, qu'il soit d'Etat, mixte ou privé, au stade où il est parvenu, c'est-à-dire à l'époque des sociétés industrielles.

Nous conseillons vivement à nos camarades de lire ou relire ce qu'écrivait à ce sujet l'économiste bourgeois François Perroux dans « La coexistence pacifique » (voir aussi le supplément d'I.C.O. de janvier 1960, consacré à la critique de ce livre).

« Chacune des sociétés industrielles dans les économies dominantes se construit contre l'autre, et toutes

sont astreintes à des conditions d'impérialisme inscrites dans les structures de l'économie contemporaine.

« ...de part et d'autre, la même technique de la transformation matérielle des choses est utilisée. Les gouvernements appliquent la même recette d'organisations territoriales ; ils sont tous soumis aux contradictions d'un impérialisme structurel. »

« Chaque nation-guide, en développant et pour développer ses centres de production, se subordonne des hommes et des territoires. Le succès est promis à celle qui, comme une grande firme intégrée, peut disposer des moyens les plus étendus de transformer son environnement. »

« ...Une nation « socialiste » et une nation capitaliste se ressemblent bien plus que ne le souhaiteraient les gardiens des orthodoxies et des systèmes, quand il s'agit de créer ou de défendre des dépendances extérieures, d'exporter des ensembles industriels et des techniciens, de développer de grandes industries nouvelles, de stimuler et contrôler par des programmes et par des plans les innovations les plus brisantes, de tirer parti au bénéfice d'un groupe politique des pauvretés et faiblesses d'un autre groupe. »

« ...Ce ne sont pas des idées qui se battent, mais des coalitions concrètes. Chacune d'elle possède ses personnels politiques et ses classes d'appui qui n'ont pas, sans plus, partie liée avec un régime politique, mais qui constituent l'armature sociale et concrète de ce régime et de ce système. »

Nous nous excusons pour ces longues citations de F. Perroux. Mais elles sont au cœur du problème de l'impérialisme. Elles démontrent bien que l'impérialisme est la forme actuelle et virulente du capitalisme parvenu à son stade suprême. Suprême, espérons-le du moins, si la lutte de classe, dont le niveau s'élève, parvient à tuer le monstre. Sinon, ce serait la perspective de la domination mondiale d'un super-impérialisme sur les ruines

d'une humanité soumise, après une période de chaos indescriptible et imprévisible.

Mais revenons au « Japon, 3ème Grand ».

En parlant du livre du même auteur sur la Chine, nous avions dit : reportage étoffé. Cette fois, Robert Guillain a fait mieux. Sans doute parce qu'il connaît mieux le Japon, y ayant vécu pendant la seconde guerre mondiale, et y ayant souvent séjourné depuis, en tant que correspondant du « Monde ». Toutefois, son livre reste descriptif. Aussi conseillons-nous aux camarades qui le liront de se reporter à l'ouvrage d'Hubert Brochier, paru en 1965, et qui est plus analytique. R. Guillain s'y réfère d'ailleurs plusieurs fois. (« Le Miracle économique japonais » - H. Brochier - Ed. Caliman-Lévy - voir aussi notre critique dans I.C.O. n° 49, mai 1966).

Après lecture de ces deux livres, nos camarades pourront suivre plus aisément l'évolution du Japon à travers les informations des périodiques. Signalons notamment le supplément du Monde du 9-10 novembre.

L'intérêt que provoque actuellement le Japon n'est pas exclusivement dû à sa performance de nouveau 3ème Grand. Ce pays, cette grande puissance impérialiste se trouve en effet au centre de la partie la plus chaude du monde, où le sort de celui-ci se joue. Dans cette région du globe, U.S.A., Chine, Russie, Japon, s'affrontent. Toute l'Asie du sud-est, avec l'Indonésie et ses 100 et quelques millions d'habitants est concernée. L'Inde aussi.

A la fin de son livre, Robert Guillain nous parle du rôle du Japon dans cet affrontement. On le sent d'ailleurs plus à l'aise que lorsqu'il traite des problèmes économiques, pour l'exposé desquels il accumule une documentation touffue, toutefois rendue vivante par sa connaissance du pays et des hommes. La lecture de son livre s'en trouve facilitée, d'autant plus qu'on y trouve d'excellentes informations sociologiques et culturelles, mais éparées.

Il est difficile de résumer l'apport d'un tel livre de même que celui de H. Brochier. Si l'on recherche les raisons de l'extraordinaire expansion japonaise, on les trouvera, mais les facteurs sont multiples. En tout premier lieu, il y a évidemment les bas salaires, l'accumulation rapide de capital n'étant possible qu'à cette condition. Rappelons que si le Japon est devenu le 3ème Grand grâce à son produit national brut, le niveau de vie des japonais avoisine celui des italiens, c'est-à-dire reste loin derrière celui de pays comme la France, pour ne pas parler des U.S.A. D'autre part, ne soyons pas abusés par les chiffres de la production industrielle. Non seulement l'expansion concerne surtout les industries productrices de profit, mais elle recouvre des déséquilibres formidables et des inégalités dangereuses. Ainsi en est-il de l'existence d'un énorme secteur de petites et moyennes entreprises, aux salaires extrêmement bas, et d'une paysannerie encore très nombreuse au sein de laquelle fleurit le sous-emploi.

Un autre facteur a joué pour faciliter les investissements productifs : c'est l'absence presque totale d'une industrie de guerre (2 % du budget pour la défense, aux U.S.A. : 53 %). Clause impérative insérée dans la constitution imposée par Mac-Arthur, et que les japonais ont respectée. 250.000 hommes de troupe leur suffisaient pour renforcer la police, quelques escadrilles et une marine dont le tonnage total est moindre que celui d'un seul des pétroliers géants construits dans les chantiers navals les plus modernes du monde.

Ajoutons encore les conséquences de l'engagement américain au Viet-Nam, dont l'économie japonaise a été

la principale bénéficiaire. Ce qui n'est pas pour rien dans son extension vers l'Asie du sud-est : Thaïlande, Philippines, Indonésie, et même l'Australie.

Enumérons maintenant quelques particularités de l'impérialisme japonais. Son commerce extérieur le rend très dépendant de ses concurrents, mais pas plus que la France, soit environ 13 % du produit national. L'auto-financement des grandes entreprises n'est que de 20 à 30 %, inférieur donc aux taux européens (plus de 60 %). D'où recours aux banques plus important, mais celles-ci drainent une épargne plus forte (18 % pour 12 en France). Cette dépendance des banques augmente les coûts de production que seule une expansion continue permet de supporter. Dans une période où la concurrence mondiale se fait plus âpre, ces particularités de l'impérialisme japonais le rendent vulnérable. De durs marchandages ont lieu actuellement, dont les récents entretiens du premier ministre Sato avec Nixon ne sont qu'un épisode. La pression américaine s'exerce brutalement pour forcer le Japon à s'ouvrir aux capitaux privés, et aux marchandises des U.S.A. Le retour, prévu pour 1972, des îles Okinawa au Japon, a été décidé sous le signe du chantage. Le renouvellement pour 1970 du traité d'alliance U.S.A.-Japon est comme on le voit, le prétexte à une remise en cause des rapports entre ces deux impérialistes. Le Japon est en position de faiblesse, n'ayant pas eu le temps, ni les moyens, de diversifier son commerce extérieur qui, pour 30 %, se fait avec les Etats-Unis. Les échanges avec la Chine, l'U.R.S.S. et l'Europe s'accroissent certes, mais n'ont pas atteint un volume suffisant, à cause notamment du lourd contentieux avec les deux premiers.

Le principal défaut du livre de Robert Guillain est que l'auteur n'a pas daigné consacrer même un petit chapitre aux luttes sociales et politiques. Nos camarades combleront cette lacune en se reportant au bouquin d'Hubert Brochier et aux informations des périodiques, dont I.C.O., qui a publié notamment quelques articles consacrés à l'activité de la Zengakuren, l'organisation des étudiants japonais.

I.C.O. avait mis en garde contre la revendication nationaliste concernant le retour d'Okinawa à la mère-patrie. Les nombreuses manifestations de cette année, qui s'intensifient au fur et à mesure que s'approche l'échéance du renouvellement du traité d'alliance avec les U.S.A., et qui entraînent une appréciable participation ouvrière, notamment au sein de la Sohio (la principale centrale syndicale), ces manifestations, sous couvert « d'anti-impérialisme », apportent un soutien aux capitalistes nippons dans leurs marchandages en cours. La lutte « anti-impérialiste » conduit, ainsi pratiquée, à oublier celle contre son propre impérialisme. Par ailleurs, cette lutte « anti-impérialiste » n'a pas encore visé le retour de Sakhaline que les Russes ne veulent pas lâcher avant d'en avoir monnayé l'abandon par des accords commerciaux et industriels profitables, dont notamment une participation à l'industrialisation de la Sibérie, proposée aux capitalistes nippons. Gageons que les influences communistes et trotskystes ne sont pas pour rien dans cet « anti-impérialisme » à sens unique.

Nous n'essayerons pas de pallier la carence de Robert Guillain en ce qui concerne le mouvement ouvrier japonais, un des plus vieux du monde. Les premières unions de travailleurs datant de 1882, les premiers syndicats de 1897 (voir « Le mouvement ouvrier au Japon » de F. Challaye, 1921). Ce mouvement, sous ses aspects syndical et politique, s'est développé parallèlement à l'essor du capitalisme japonais, et a subi les mêmes avatars que dans nos pays européens. Nous aurons certainement l'occasion de dire où il en est actuellement.

CORRESPONDANCE

D'UN CAMARADE FRANÇAIS EN AMERIQUE DU SUD

-- 5-10-69 : « en mer ... Je suis sur le Cabo San Roque, un transatlantique espagnol. Voilà plus d'une semaine que nous avançons. Ce paquebot est une micro société présentant les caractéristiques suivantes :

-- division des passagers en deux classes : Cabin-Class et Touring-Class. (à l'intérieur de ces deux classes, il y a toute une échelle de prix en fonction de la commodité du passage - cabine individuelle, jusqu'à cabine de 6).

-- l'équipage :

a) les serveurs et en général tout le personnel qui n'a pas une fonction proprement « technique », c'est-à-dire ne participant pas à la conduite du bateau (coiffeurs, musiciens, stewards, etc...).

b) le personnel qui conduit le bateau (qu'on ne remarque à peu près pas).

c) les chefs (commandants, chefs de service, etc...).

Ces caractéristiques n'ont évidemment rien d'étrange. Le contraste est cependant saisissant entre les salons où on danse et où il faut « s'amuser » (les piscines, le cinéma en plein air le soir, les jeux d'argent l'après-midi après la sieste) et les salles de machines où l'air n'est pas conditionné : là, il fait une chaleur et un bruit infernaux, il y a une espèce de buée en suspension, les travailleurs sont là. Il n'y a que quelques escaliers qui séparent ces deux mondes. »

-- 22-10-69 : « ... la province de Buenos-Aires compte 10 millions d'habitants sur les 26 millions de tout le pays. C'est évidemment une capitale gigantesque où l'on peut faire 80 km sans quitter le « grand Buenos-Aires ». Ceci est un grave déséquilibre entre cette agglomération hyper-développée et le reste du pays qui fait 5 fois la superficie de la France.

Le centre de la cité a toutes les caractéristiques des grandes capitales européennes, mais la banlieue est peuplée de « villas miserias », immenses bidonvilles où vit, où survit plutôt, une humanité qui ne possède rien des conditions sanitaires que l'on reconnaît aux êtres humains... Ce sont paraît-il beaucoup d'immigrants plus ou moins venus légalement du Paraguay, surtout, et des campagnes argentines, etc...

Les facultés semblent polariser par deux personnages « légendaires » : Péron et Che Guevara. L'assassinat de ce dernier est commémoré par des affiches de groupes militants.

J'ai eu des conversations intéressantes avec un militant d'une organisation trotskyste qui a passé 5 années en prison, et un étudiant, auxquels j'ai donné quelques brochures situationnistes (« de la misère en milieu étudiant » que j'ai emportées avec moi.. Bien sûr ces entretiens sont très animés... »)

-- 5-11-69 : « Me voilà sur le continent sud-américain depuis le 15 octobre. J'ai passé la frontière entre l'Argentine et le Chili le 24 octobre ; depuis ce temps, je suis à Santiago.

L'Argentine m'a semblé un pays où il doit être difficile d'exister. La différence qu'il y a entre la capitale et son centre, et les « villes misères » de la périphérie est incroyable. Là s'entassent des familles par centaines, par milliers certainement, dans des habitations qui sont quelques planches rassemblées, des « huttes » en quelque sorte. Je pense qu'on peut se faire une idée approximative de ces lieux en imaginant les bidonvilles, mais à une échelle beaucoup plus grande. Ma visite dans la ville misère n'a duré qu'une demi-heure. Il est bien sûr

plutôt dangereux de se promener là. J'étais avec un ami qui connaissait bien ces lieux pour y avoir pratiqué, il y a plusieurs années, un travail humanitaire dans une organisation religieuse. Des femmes nous ont fait des signes. Il y avait partout des bandes d'enfants misérables. Un ivrogne qui a reconnu mon ami lui a parlé. Nous avons bu un verre de vin à un débit Il est difficile de ne pas être gêné par cette misère. La « dictature », comme on dit ici, ne donnera pas de réponse à cet état de choses. Cependant, les gens intégrés de Buenos-Aires sont fiers de leur ville. Son gigantisme probablement les flatte. Un écrivain argentin a dit que Paris, New-York et Buenos-Aires étaient les trois centres de la culture mondiale (...). Du point de vue de l'urbanisme et comme spécimen de la vie citadine, cette ville est certainement un phénomène.

Du reste du pays, qui est fait « toute l'Argentine », car il est coutume d'affirmer que la province de Buenos-Aires est un Etat particulier, je n'ai à peu près rien connu. J'ai pratiqué un peu l'auto-stop. J'ai arrêté deux camions et une voiture de tourisme qui m'ont avancé de 300 km sur les 1200 jusqu'à la frontière chilienne. J'ai fait la différence en autobus. Assez bon marché si l'on considère le prix des transports français.

J'ai pu cependant avoir quelques contacts politiques à Buenos-Aires ; avec un employé de tendance trotskyste, qui a passé 5 années et 4 mois de sa vie en prison ; avec des étudiants. La lutte armée est une de leurs conclusions. Un étudiant m'a posé la question suivante : que ferait un « gouvernement révolutionnaire » français à propos des intérêts de la France dans son Pays ? Il y a ici plusieurs fabriques d'automobiles françaises : Citroën, Renault, Peugeot. Son raisonnement était le suivant : les travailleurs français et les travailleurs révolutionnaires compris, se fichent pas mal de l'Argentine et de son peuple, et ces travailleurs (révolutionnaires compris) ne sacrifieront pas les intérêts que l'Etat français possède en Argentine, parce que ces intérêts sont un des facteurs du niveau de vie « privilégiée » des travailleurs français. En fait, je crois que cet étudiant (issu d'ailleurs de la classe bourgeoise mais dont je ne mets pas en doute la sincérité) se forçait à se raisonner pessimiste et réactionnaire par volonté de ne rien attendre de la France et plus généralement, des pays européens, pour la libération économique de son pays. Il insistait aussi beaucoup sur le caractère « national » de cette révolution.

Le schéma que développent ici les révolutionnaires est léniniste ; l'hypothèse et l'expérience des conseils ouvriers semblent être ignorées. C'est pourquoi, à mon avis, le processus révolutionnaire qui travaille en ce moment les pays européens peut être d'une grande importance si celui-ci arrive à terme quelque part, pour ces pays économiquement moins avancés mais possédant un potentiel de développement immense.

Le Chili est fort différent de l'Argentine.

Il semble d'abord que le caractère de ses gens a quelque chose de « méridional » ouvert, souriant, avec une tendance à l'exhubérance qui prête à vivre au-dessus de ses moyens.

Le climat politique, plus ou moins conséquemment à ce caractère (« mas o menos », plus ou moins est une expression très utilisée ici), est aussi d'une autre nature. Frei arrive au terme de son mandat en septembre 1970. Quelques militaires, il y a deux semaines, se sont révoltés. Leurs salaires étaient paraît-il très bas. Les choses sont rapidement rentrées dans l'ordre. Frei a deman-

dé des manifestations de soutien populaire, un soutien populaire qui lui échappait beaucoup. Les éboueurs de Santiago se sont mis en grève. Les militaires finalement ne sont pas sortis de leurs casernes et le gouvernement a nommé un nouveau chef de l'armée, le général Schneider.

Il y a 5 candidats à l'élection présidentielle :

- Alessandri (auquel Frei a succédé, qui représente la droite)
- Tomasi (démocratie chrétienne)
- Un candidat de ce qu'on appelle le parti radical Pablo Nerada (le P.C.C.)
- Cholchol (du M.A.P.U. : Parti d'Action pour l'Unité Populaire).

Ce dernier parti est une dissidence du Parti de la démocratie chrétienne. Les étudiants lui prêtent une résonance gauchiste.

Cependant, l'organisation qui a pris la voie de la lutte armée est le M.I.R. (qui est d'ailleurs partagé en plusieurs tendances). Cette organisation est responsable du braquage de deux banques. M.I.R. : Mouvement de la Gauche Révolutionnaire. Cette organisation qui a des fractions clandestines participe d'autre part, aux élections dans les facultés (allié au P.S.P. : Parti Socialiste Populaire).

Des élections viennent d'avoir lieu dans la faculté où je me trouve en ce moment. Il en ressort que le M.I.R. et le M.A.P.U. totalisent ensemble plus de voix que le candidat du P.C.C. :

- parti communiste : 900 voix
- M.I.R. : 650 voix
- M.A.P.U. : 330 voix
- démocratie chrétienne : 250 voix

Il est vrai que cette faculté est la plus politisée de Santiago.

Je pense vous développer une vue plus précise du Chili dans un prochain courrier. Je cherche du travail. Je voudrais rester quelques mois ici. Evidemment, les conditions économiques du pays, ont les mêmes caractéristiques générales que l'Argentine, c'est-à-dire qu'il y a beaucoup de gens misérables. Cependant, jusque dans le centre même de Santiago, il y a cette misère : elle n'est pas concentrationnaire. Il semble que le peuple peut s'exprimer ici. »

D'UN CAMARADE DE GRASSE (6-10-69)

« ...on va voir plus clair dans quelques jours pour les grèves en France. Les syndicats vont montrer leur savoir faire. Leurs compères italiens sont encore plus forts en la matière. Et il nous faut le dire, ce n'est pas au cours d'une ou quelques grandes batailles que le courant d'autonomie l'emportera. Ce sera dur et long. Même dans une situation très dynamique. Avec tous nos jeunes prêts à foncer et espérer, il faut éviter le poison sucré des illusions. Ils ont déjà été échaudés avec l'après mai 68. Et ça pourrait recommencer.

La réévaluation du mark, c'était attendu, mais pas tout à fait comme ça. En fait, les capitalistes allemands se cabrent, ils résistent à la pression américaine. Le dollar est maintenant l'unique monnaie de réserve, c'est aux autres monnaies de dévaluer ou réévaluer. Le cours forcé du dollar doit continuer, quitte à fabriquer de la fausse monnaie comme ces 3 milliards d'or papier de la F.M.I. dont les U.S.A. sont les principaux bénéficiaires. Jusqu'à quand cette gymnastique ? Dans les numéros de Problèmes Economiques, il y en a un dans lequel Triffin explique clairement cette histoire du dollar-roi, monnaie exprimant la suprématie de l'impérialisme américain. Ce Triffin a polémique avec le vieux Rueff. F.M.I. O.C.D.E.,

G.A.T.T. et autres organismes « internationaux » sont les instruments de cette suprématie des U.S.A. Et ce vieux de Gaulle qui croyait ébranler tout ça !

Dans un proche avenir sera-ce la « récession » générale ou la crise profonde ? Ça dépend surtout de l'ampleur et de la vigueur de la lutte de classe. Mais gare aux illusions ! Une crise grave ce n'est pas automatiquement la voie ouverte à des révolutions. Ceux qui ont vécu 1929-32 et les années suivantes pour la France se souviennent. De même que la seconde guerre mondiale n'a pas automatiquement amené un nouveau 1917, sauf pour la Chine quand même. La crise de 1929-32 a provoqué dans le pays le plus vulnérable l'avènement du nazisme. On oublie que le chômage massif enlève aux travailleurs leurs armes essentielles et notamment la possibilité de lutter sur les lieux de production. N'anticipons pas. Nous sommes dans une période où l'inflation permet presque le plein emploi. Pour combien de temps ? Ça ne dépend pas des travailleurs qui en profitent pour lutter. Nous sommes tous dans le coup, mais les adversaires sont coriaces. »

(11-69) « ... je crois qu'il n'y a pas lieu de laisser en veilleuse mon hypothèse d'un changement dans la politique extérieure des impérialismes. Maintenant tout le monde en parle. Et les journaux de province qui furent toujours pro-américains s'en donnent à cœur joie... pour que le gouvernement bascule dans le camp des U.S.A., mais cela ne se ferait qu'en fonction des rapports avec l'Allemagne et le Marché Commun. Or, s'il y a une rivalité certaine entre l'Allemagne et les U.S.A. (réévaluation du mark et concurrence économique) cela peut demander du temps pour éclater au grand jour. C'est Brandt qui prend le relai de De Gaulle, celui-ci ayant lamentablement échoué, même avec sa carte monétaire et son stock d'or. »

D'UN CAMARADE DE LYON

J'ai lu I.C.O. n° 85 (c'est pas gai comme présentation).

Je suis un peu paniqué par le langage que vous employez. Il fut un temps, vous recherchiez des traducteurs de langue situationniste, il faudra maintenant que vous mettiez à la disposition de chaque lecteur un traducteur de langue I.C.O. C'est vraiment de plus en plus illisible.

Le premier article est tuant. Je le dis franchement, je n'ai pas pu le lire jusqu'au bout. Je ne veux pas faire de l'ouvrierisme ; mais quand un type comme moi passe une dizaine d'heures en boîte et sort le soir avec une grosse tête, il ne peut pas se permettre de lire des « analyses » de 7 pages, auxquelles il ne comprendra rien s'il ne saisit pas toutes les subtilités du langage.

« La France des Travailleurs » est lisible, mais dès qu'on retombe dans les luttes en Italie, alors il faut de nouveau attacher ses ceintures et attendre l'aterrissage... Est-ce de la faute des étudiants ?

De toute façon, s'il y a une majorité d'étudiants, il vaudrait mieux appeler le journal « Informations Correspondance Ouvrière et Etudiante », ça serait plus honnête.

Quand une majorité d'étudiants y participent, pourquoi n'y a-t-il que des informations ouvrières pour ainsi dire ? Il ne faut jamais oublier qu'on s'adresse à des aliénés. Pour en finir, on a l'impression avec ma femme que ce journal commence drôlement à sentir « le chinois ».

Je viens de recevoir le n° 86 qui confirme ce que je pensais. Dans l'article aux camarades d'I.C.O., on fait appel à certains efforts de diffusion : à quand un article intitulé « en avant pour la vente de masse de 5.000

I.C.O. ? Il m'est évidemment un peu facile de critiquer... quand on ne fait rien, mais c'est ce que je ressens.

LETTRÉ OUVERTE A CEUX QUI PARTICIPENT DE
PRES OU DE LOIN A L'ACTIVITÉ D'I.C.O.

(d'un camarade de Poitiers, étudiant)

On ne peut pas suivre le conseil formulé dans le numéro d'octobre d'I.C.O., selon lequel « tous les camarades doivent prendre connaissance du dernier bulletin de l'I.S. (n° 12) (section française de l'Internationale Situationniste) car ils y trouveront une critique définitive du fonctionnement d'I.C.O. et de ses analyses » avec une neutralité bienveillante, dans un simple souci d'information tout en promettant d'en parler ailleurs.

En effet, le caractère aussi définitif que précis des critiques émises par les situationnistes exige une prise de position des intéressés qui, au contraire, semblent choisir la solution de facilité (?) qui consiste à vouloir noyer le poisson sans bien entendu y parvenir. Pourtant, l'accusation de censure à propos d'une prière d'insérer des Enragés consécutif à une publication « sur un ton hostile » et avec des contre sens d'un compte rendu de R. Riesel, alors membre de ce groupe, interdit à elle seule que l'on s'enferme imprudemment dans un silence qui de toute façon, ne tarde pas à se transformer en aveu : la vérité est révolutionnaire.

A vrai dire, en dépit (?) des bonnes intentions de la rencontre nationale banissant la censure, cet « incident » ne doit pas surprendre en admettant qu'il soit fondé. Car il ne peut être que la conséquence logique du simple fait qu'à I.C.O., l'absence de principe est elle même érigée en principe central sous le prétexte pour le moins candide, avancé dans la première page du numéro de septembre, de ne pas imposer un accord formel à partir « d'exigences éthiques ».

Ainsi, prisonnière de l'éthique dominante, la rédaction d'I.C.O., après avoir identifié tous principes à des contraintes morales, décide, au nom de l'indépendance et de la liberté abstraites de ses « membres » de les rejeter (en apparence) mais ne fait réellement que les entériner sous un vague sentiment libertaire ou conseiller, qui sous tend un antisindicalisme borné et tout au plus criticiste dans son souci d'information.

Le manque de cohérence de la critique d'I.C.O. est le résultat inévitable de sa neutralité teintée d'anarchisme reposant sur une absence générale de prise de parti, sur la base de principes non pas formels mais bien réels, c'est-à-dire pratiquement par des participations au même projet révolutionnaire en vue de leur réalisation (cf définition minimum des organisations révolutionnaires).

La démocratie effective est à cette condition.

C'est pour une large part, l'expérience de la nécessité vitale de tels principes sur le plan local qui est la cause de cette lettre. Vers le mois d'avril dernier, la découverte miraculeuse de l'existence d'I.C.O. par le numéro II de l'I.S. nous apparut, comme à beaucoup, l'occasion de rassasier notre fringale d'idéologie à moindre frais, le caractère « ouvert » de boîte aux lettres de ce groupe s'y prêtant à merveille. Mais si l'absence d'exigences d'I.C.O. à l'encontre de ses sympathisants permettait à ceux-ci de jouer aux révolutionnaires avec une innocence feinte, cette « innocence » commença à révéler la fausse conscience de son jeu quand aucun de nous ne fut capable d'explicitement la raison de notre participation à la rencontre nationale de juin, malgré l'envoi le même mois d'un texte insistant sur la nécessité de faire une critique cohérente impitoyable de toute idéologie du capitalisme totalitaire moderne matérialisée dans le spectacle de la survie 24 heures sur

24. La poursuite inconsciente de la « participation » à I.C.O. dans les mois qui suivirent, notamment par deux ou trois textes supplémentaires ne fait que confirmer l'inconséquence et la mauvaise foi totales de notre propre pratique de militants à la recherche d'un pôle d'identification. D'ailleurs, au sein de ce que nous osions timidement appeler « le groupe », qui n'était en fait qu'un conglomérat de bonnes volontés sans aucune autonomie, le mensonge qui le soutenait n'a pas manqué de se manifester sous forme de jalousie dont la mesquinerie était digne de l'école primaire (ou d'étudiants ne l'ayant jamais quittée) dans des psychodrames quotidiens. L'activisme et le nihilisme parachevaient évidemment le tout.

Cette lettre n'a pas d'autre but que de mettre fin, pour ma part, à un climat essentiellement masochiste et pour le moins débilant.

BREVE REPONSE A UNE LETTRÉ OUVERTE

(d'un camarade de Paris, employé)

On ne peut que se réjouir de ce que la brève période au cours de laquelle tu as été en contact avec I.C.O. (l'espace compris entre deux numéros de l'I.S., de 11 à 12) t'ait permis un tel dépassement de toi-même.

On ne peut que se féliciter d'avoir ainsi pu jouer ce rôle négatif qui te permet une auto-critique aussi complète. Personne n'aurait pu penser qu'il existait à I.C.O. une confusion telle qu'elle autorise un camarade nanti déjà de principes bien réels (voir définition minimum des organisations révolutionnaires de l'I.S.) à ne s'apercevoir dans quel merdier il s'était fourvoyé, ceci dès ses premiers pas.

Effectivement, comme nous ne pouvons penser que tu ais pu à ce point manquer d'esprit critique ou que tu ais pu être aveuglé par une foi aveugle dans des jugements bien précaires, force est donc de considérer que le mensonge est bien grand à I.C.O. Je ne suis pas le seul à penser qu'I.C.O., comme toute organisation ne peut être révolutionnaire : seule, la classe ouvrière peut l'être et personne d'autre à sa place. Que tu ne t'en sois pas rapidement aperçu accredité l'idée d'une censure et d'un mensonge permanents et que, comme tu l'écris à propos de l'accusation de l'I.S. n° 12 « cet incident ne doit pas surprendre, en admettant qu'il soit fondé ».

Nous reparlerons de ces accusations. Ton nouvel enthousiasme (sans doute une nouvelle « découverte miraculeuse ») t'ont empêché de remarquer que dans ce même numéro d'I.C.O., où nous invitons les camarades à lire l'I.S. n° 12, nous proposons de communiquer des dossiers touchant ces « mensonges » aux camarades pouvant au moins douter que les critiques de l'I.S. pouvaient ne pas être fondées.

Nous n'espérons d'ailleurs pas te convaincre, nous nous en voudrions de détruire de telles convictions aussi sûrement préétablies. Nous ne ferons cela que pour satisfaire notre propre exigence critique qui, comme tu le soulignes, reste « prisonnière de l'éthique dominante ».

LETTRÉ DES U.S.A.

Les manifestations des 15-16 novembre contre la guerre du Viet-Nam ont été un succès. Large participation des jeunes. Minimum de confrontations avec la police. Radicalisation évidente du mouvement à travers pancartes et tracts liant la lutte contre la guerre à la lutte contre le système. A Washington comme à San Francisco, l'accueil reçu par les politiciens libéraux tels que Morse, Mc Govern, etc, a été poli mais froid. La question demeure si ce vaste mouvement d'opinion est en mesure d'infléchir la politique de Nixon, et ensuite

d'essayer d'orienter ce mouvement vers une position véritablement socialiste, ce qui est douteux vu l'extrême atomisation de la gauche américaine.

A noter (à Washington surtout) la présence de centaines de soldats, venus parfois de bases éloignées. Malgré divisions et tatonnements, la propagande parmi les GI's porte ses fruits. Beaucoup de grandes bases militaires ont leurs journaux de soldats (édités à l'extérieur ou par les GI's eux-mêmes) et souvent un foyer pacifiste près des casernes. L'opposition à la guerre grandit dans l'armée. Le 9 novembre, une centaine de soldats de Fort Hood ont participé à un défilé pacifiste à Houston (Texas) malgré les pressions et les intimidations de l'armée du Klan. Au Viet-Nam même, des soldats ont exprimé leur solidarité avec le mouvement pacifiste.

La participation des noirs a été faible malgré la présence d'orateurs des Black Panthers. En tout cas, le Labor rouge, quoique timidement. L'alliance for Labor Action (automobile, teamsters, produits chimiques) a déclaré sa solidarité avec les buts de la manifestation. Plus intéressantes que les manœuvres équivoques des bureaucrates, sont les initiatives d'unions locales ou de syndicats de l'A.F.L.-C.I.O. qui expriment leur dégoût de Meany et sa clique et ont participé à des manifestations locales. Cette combativité se retrouve dans les grèves actuelles, généralement assez dures, et souvent menées par la base. Là encore, on ne peut pas dire qu'une nouvelle période s'ouvre dans l'histoire du Labor, mais la pression de la base est indéniable. 150.000 ouvriers (divisés entre 13 syndicats et de nombreuses usines) sont en grève depuis le 27 octobre contre le trust géant General Electric. Les ouvriers, par la grève, ont trouvé la riposte au « boudarisme » (de Boulwar, ancien dirigeant de G.E.), mélange subtil de brutale arrogance et de manœuvres corruptrices et divisionnistes. La combativité ouvrière est grande. A Schenectady (NY) personne (boss., jaune ou employé) n'entra dans l'usine pendant deux semaines. Jusqu'ici G.E. a été impuissante à briser le front uni des différentes unions et catégories. Dans plusieurs endroits (notamment à Oakland - Cal.) des contacts fructueux ont été pris avec la gauche locale. En 68, une tentative de front commun avait été esquissée à Richmond (Cal.) entre les grévistes d'une raffinerie de pétrole et les étudiants en grève de San Francisco State College. On ne saurait être trop prudent sur l'avenir de ces contacts vu les tactiques aventuristes et terroristes de certains groupes, mais une tendance à lier les problèmes politiques se dessine ici et là.

*
**

La répression continue... Le dernier des leaders Black Panthers en liberté, David Hilliard, est arrêté. Dernière inculpation : menace de mort contre Nixon proférées au meeting du 15 novembre. Au cours d'un raid policier contre un local des Black Panthers à Chicago (motif : confiscation des armes) Fred Hampton (leader pour l'Illinois) et un autre Panther ont été abattus. Raymond Masai Hewitt, maintenant responsable du parti, n'a pas nié les menaces attribuées à Hilliard, mais les a placées dans un contexte politique « Nous sommes un parti politique, pas des suiveurs d'une personnalité ou une bande de voyous des rues. Mais nous parlons la langue du ghetto et nous n'allons pas changer pour plaire à ceux qui suivent la règle du Marquis de Queensbury ».

D'UN CAMARADE DE LYON

Je travaille comme ajusteur dans une boîte de 30 types, divisée en deux usines, une de 10, une de 20. Je suis dans celle de 20. Cinq journées continues 7 h à 17 h,

moins 3/4 d'heure pour manger à midi. Fabrication d'outils de presse pour les grosses boîtes de la région.

Le patron se réclame du socialisme, ce qui signifie :

— tous mensuels, avec minimum de 1000 F, P1 : 1200 F, P2 : 1400 F, P3 : jusqu'à 1800 F environ.

— en plus, un treizième mois et deux jours supplémentaires à Noël,

— prime de 1,50 F pour chaque repas de midi,

— deux blouses par an.

A ce niveau là, on est mieux payés que beaucoup d'autres boîtes. Mais en retour, il fait appel à l'émulation, la collaboration : « si un ouvrier en voit un autre ne pas faire son travail, il doit lui dire et s'il refuse d'en tenir compte, alors je dois en être averti » (dixit le patron).

Pour lui, c'est de la collaboration intime (mais pour certains d'entre nous, c'est autre chose...).

Résultat, un bon tiers des ouvriers sont des fayots, un tiers se laisse porter, et l'autre est près de la porte. Il est à noter que l'équipe de fayots repose sur quelques gars qui ont été apprentis dans la boîte et qui ont 15 ans de maison.

Certains types esquissent des actes de révolte individuelle ; ex. : le gars qui dit au patron : « Moi, je fais mon boulot et ce qui compte c'est que j'ai ma paye à la fin du mois » et « j'ai pas à faire travailler un copain ou à le dénoncer ». Ce genre de propos est tenu par des jeunes fraiseurs P3 et qui croient encore qu'on peut discuter et convaincre un patron. Ils agissent à titre individuel, quant en fait, on pourrait, avec 6 ou 7 gars qui en ont plein le cul, créer un rapport de forces contre le patron pour lui faire fermer un peu sa gueule.

(tract rédigé par des ouvriers des tôleries et des étudiants et diffusé dans des boîtes de la de la métallurgie grenobloise - 10-12-69)

Après la grève des Tôleries de Grenoble (14-22 octobre), Faisons le point...

LA SITUATION DES TOLERIES A LA VEILLE DU CONFLIT :

Depuis mai 68, malgré un accroissement notable de la productivité, 18 % environ de la production, malgré la chute du pouvoir d'achat qui avait « mangé » les augmentations de salaires obtenues en juin 68, les salaires aux Tôleries n'avaient pas bougé. Après les congés, les deux syndicats présents dans l'usine (C.G.T. et F.O.) se sont finalement mis d'accord sur une plateforme revendicative unitaire. Des négociations patrons-syndicats ont eu lieu début octobre, mais la direction toujours intransigeante fait la contre-proposition suivante :

2 % d'augmentations de salaires en octobre
2 % en janvier 1970. Et c'est tout !

Calcul fait, l'augmentation proposée par le patron était de 18 F par mois pour un OS2 (la majorité) mais beaucoup plus pour les cadres, accentuant encore la hiérarchie des salaires. C'était se foutre de notre gueule. Le mécontentement était très fort dans l'usine.

Pour faire pression sur la direction, la C.G.T. propose à cette époque une heure de grève chaque jour. Des camarades F.O. demandent que la grève illimitée soit proposée à l'assemblée des ouvriers. Aucun accord n'est alors possible entre les deux syndicats. Une semaine passe... Les ouvriers discutent les diverses propositions de

lutte et il s'en dégage la volonté de ne pas abdiquer face à l'intransigeance du patron. On est pessimiste sur les chances de réussite d'un mot d'ordre de grève illimitée (pourrait-on tenir longtemps ?) mais la proposition d'une heure de grève semble un moyen de lutte inefficace.

Mardi 14 octobre :

Grève d'une heure lancée par la C.G.T. ; F.O. refuse de s'y associer. La C.G.T. prend l'initiative de lancer une grève d'une heure et vu l'ambiance de combativité elle accepte de réunir une assemblée. 70 % des grévistes, la grande majorité des responsables F.O. ne font pas grève tandis que beaucoup de syndiqués F.O. et même quelques responsables se dissocient de l'attitude de leur centrale et suivent la grève. Cette situation au sein de F.O. amène à une scission de faits. Les délégués C.G.T. proposent ensuite à l'assemblée que 2 ouvriers non délégués les accompagnent en délégation mais la direction refuse de recevoir ces ouvriers et accepte les seuls délégués. Les ouvriers prennent ce refus comme un affront et cela renforce leur volonté de combattre. La direction donne sa réponse dans l'après-midi : 4 % d'augmentation immédiate.

Mercredi 15 octobre :

Comme prévu, la C.G.T. fait une réunion d'information du personnel pour annoncer le résultat des négociations de la veille, mais elle ne propose aucune nouvelle forme de lutte... En fait, selon elle, les ouvriers pourraient accepter les 4 % et arrêter les frais. C'était agir sans tenir compte du mécontentement qui, dès la veille, s'était manifesté dans au moins un atelier. Aussi, des ouvriers critiquent les délégués et il s'en suit une grève spontanée d'une heure. Vu ces réactions, la C.G.T. retourne chez le patron demander 2 % de plus en janvier, mais elle obtient une réponse négative.

Jeudi 16 octobre :

Les ouvriers engagent une lutte nouvelle. Le matin, la C.G.T. distribue un tract annonçant les résultats négatifs de la dernière entrevue avec la direction et propose sans consultation de l'assemblée, une heure de grève de 11 h 1/4 à 12 h 1/4. Les ouvriers critiquent sévèrement ces méthodes, d'autant plus qu'une grève à cette heure là ne pouvait qu'être démobilisatrice (grève-dispersion). A 11 h 1/4, une assemblée se réunit au réfectoire... Plusieurs ouvriers y prennent la parole pour répéter que le moment est venu d'engager la lutte contre le patron. Deux questions reviennent sans cesse. Comment faire céder le Patron ? Quelles formes de lutte adopter ? Plusieurs propositions (1 heure de grève par jour, 1/2 journée de grève, grève illimitée) sont discutées et refusées. De l'assemblée, il est alors proposé des grèves tournantes ou grèves de harcèlement organisées de telle façon qu'elles fassent perdre le maximum au patron et le minimum aux ouvriers. Cette proposition est accueillie favorablement. Un camarade propose alors la désignation immédiate d'un comité de grève par l'assemblée. Vu l'heure avancée, la C.G.T. cherche à dévier le problème et propose d'abord un comité désigné par elle-même, puis face aux réactions négatives des ouvriers propose une autre assemblée le lendemain pour désigner le comité de grève. Nouveau refus de l'assemblée qui se prononce pour un nouveau débrayage l'après-midi afin d'élier le comité de grève.

L'après-midi, le comité de grève est élu à raison de 2 représentants des ouvriers par atelier. La C.G.T. y est numériquement majoritaire mais la forme de lutte adoptée qui mobilise en permanence les ouvriers dans l'usine et le retour devant l'assemblée des ouvriers, fait du

comité de grève, véritable organe de coordination et de direction de la lutte.

VIVE LE COMITE DE GREVE UNIFICATEUR !

La constitution du comité de grève (C.G.) représentant l'ensemble des ouvriers de chaque atelier permet en effet l'expression de l'unité dans la lutte.

1.) le C.G. a un rôle d'organisation matérielle et technique : il décide la division de l'usine en 4 secteurs et aménage les heures de grève journalières de façon à limiter ou supprimer la production par manque de pièces dans les secteurs de l'usine au moment où ceux-ci ne font pas grève (provoquant un plus faible débit ou l'arrêt technique de ces secteurs à l'exemple des luttes à la Pirelli de Milan et la Fiat de Turin). Le résultat a été une baisse de production d'environ 60 %, contre une perte de salaire des ouvriers de 10 à 15 %.

2.) Le C.G. a un rôle de collecteur d'informations, de coordination et prend des initiatives pour contrer les manœuvres du patron. Ainsi, il faut modifier au jour le jour et parfois heure par heure, les plans de débrayage articulés secteur par secteur pour empêcher les consignes patronales de division des ouvriers et d'accroissement de la production d'être d'être appliquées.

A LUTTE UNITAIRE, REVENDICATION UNIQUE :
0,50 F PAR HEURE POUR TOUS.

Lors de la 1ère réunion du C.G., jeudi soir, certains camarades critiquent les augmentations en pourcentage qui renforcent la hiérarchie et procurent moins d'avantages aux ouvriers qu'aux cadres qui, en général, ne participent pas à la lutte. Ils proposent donc des revendications qui renforcent l'unité des travailleurs en lutte : 0,50 F par heure d'augmentation pour toutes les catégories de travailleurs de l'usine et même rémunération pour les heures en « régie » (entretien) et les heures au « rendement » (production). En effet tout travail dans l'usine participe à la bonne marche de la production. Enfin, le C.G. décide de ne faire que 3 heures de grève tournante et non 4 comme prévu initialement pour garder un caractère de masse à la grève et déjouer ainsi la répression éventuelle... De plus à chaque arrêt, une assemblée d'atelier a lieu dans l'usine. Contrairement à mai 68, les ouvriers qui jouent aux cartes parmi nous sont rares. Nous discutons beaucoup des moyens de lutte.

Vendredi 16 octobre :

La grève marche comme prévu par la C.G. (90 % de grévistes) mais, dans la matinée, les délégués F.O. demandent une entrevue au patron qui leur répond, vu la force du mouvement : « Faites la grève si vous voulez ! ! ! ». Aussitôt la section C.G.T. se réunit et décide de faire un tract où elle dénoncerait F.O. comme organisation du patron, mais, à la réunion du comité de grève du soir, cette décision syndicale prise sans consulter les grévistes est refusée par le comité de grève. Les camarades qui s'opposent à cette initiative font alors remarquer que cela créerait des dissensions entre ouvriers syndiqués à F.O. et à la C.G.T. et risquerait de briser l'unité des travailleurs en lutte.

Les délégués C.G.T. proposent alors une assemblée des ouvriers pour lundi. Nouveau refus du C.G. qui constate qu'une assemblée générale n'aurait de sens que si l'on voulait modifier la forme de la grève ou augmenter le temps de grève journalier, ce qui est prématuré puisque la grève de harcèlement ne fait que commencer.

Par contre, le principe des grèves surprise est admis pour répondre à des mesures de retorsion patronale. On décide une nouvelle entrevue auprès de la direction. Le même jour, la C.G.C. se réunit et sur 17 membres, 15 se prononcent pour la grève, mais lundi, seulement 4 resteront décidés et finalement aucun contremaître ne la fera. *Le refus des cadres de s'associer à la grève des ouvriers donnait à celle-ci une autre valeur. En effet, quitter notre travail sous leurs yeux, c'est prendre notre revanche, c'est renverser le rapport d'autorité.*

Lundi 20 octobre :

Par la lutte, nous brisons les manœuvres et les menaces patronales. Lundi matin, les ouvriers se rendent compte que la direction fait accélérer la cadence de la chaîne de montage électrique (temps de passage de 60 à 52 secondes). Simultanément, la direction fait renforcer l'équipe d'expédition tandis que trois camions attendent d'être chargés. Les ouvriers discutent dans les ateliers et comprennent qu'ils doivent réagir s'ils ne veulent pas être battus. Quelques ouvriers proposent un arrêt à l'improviste pour l'après-midi. Il est accepté par le comité de grève. A 14 h 30, les délégués C.G.T. annoncent qu'ils ont reçu une lettre d'huissier où il est dit que la direction refuse de recevoir la C.G.T. et encore moins le C.G. organe « illégal », responsable, selon la direction, de tous les troubles à l'usine. Une certaine appréhension se répand chez les ouvriers. *Comment contrer la manœuvre et le risque de division ? D'abord débrayer, décident quelques membres du C.G.* Aussitôt tous les ateliers s'arrêtent. *Un délégué C.G.T. qui était parti à la bourse pour prendre les directives, retrouve l'usine en grève à son retour. Il se permet alors de critiquer la forme spontanée du débrayage bien que la C.G.T. ait accepté le principe de la grève surprise le vendredi. Quoi qu'il en soit cette riposte était nécessaire pour rétablir le rapport des forces face aux menaces de la direction.*

Mardi 21 octobre :

NOUS PRENRONS LE DROIT DE RESTER DANS L'USINE

Les horaires de grèves tournantes sont modifiés, c'est la surprise totale pour la direction et il y a 95 % de grévistes chez les ouvriers. A 14 h 30, les délégués du personnel reçoivent une nouvelle lettre de la direction leur signifiant que la grève est « abusive » puisqu'elle touche à la production et que la direction prendra des mesures de mises à pied si les ouvriers continuent de faire la grève dans l'usine. La direction annonce qu'elle fera sortir de l'usine les ouvriers grévistes pour de :oi-disantes questions de sécurité. La manœuvre d'intimidation est nette. Alors les délégués C.G.T., toujours prêts à reprendre les arguments du patron pour freiner la lutte et diviser les travailleurs, traduisent les menaces de mises à pied en menaces d'expulsion pour les étrangers et tentent de terroriser les ouvriers au cours de l'Assemblée. Mais des ouvriers émigrés répondent : « Nous prendrons le droit de rester dans l'usine s'ils veulent nous mettre dehors ». Voyant la situation, un ancien délégué C.G.T. prend le train en marche et déclare : « Si le patron frappe un coup, nous frapperons deux coups. Si le patron frappe deux coups, nous frapperons trois coups, etc... et il propose d'aller en manifestation à la direction. La C.G.T. monte négocier et à son retour elle déclare tranquillement : la direction accepte de faire des concessions et de payer au même prix les heures de régie et les heures de rendement. La C.G.T. propose alors, en insistant sur les concessions du patron, de voter à bulletin secret sur l'arrêt ou la continuation du mouvement. *Nouvelle manœuvre de la C.G.T. pour freiner le mouvement et diviser les ouvriers.*

Un camarade fait tout de suite remarquer que les « concessions » du patron lui coûteront seulement 2500 F par mois. Devant le ridicule de cette somme, les ouvriers votent à main levée pour la *continuation de la grève tournante.*

Mercredi 22 octobre :

La C.G.T. utilise encore le chantage à la répression, parvient à diviser les ouvriers et le mouvement s'arrête. Le matin, les délégués C.G.T. demandent une réunion du C.G. à l'heure du casse-croûte. Un des délégués déclare qu'en cas de licenciements ils ne pourraient pas être défendus en prudhomme et propose d'abandonner les grèves tournantes. Mais des camarades rappellent les décisions prises par les ouvriers en Assemblée, cependant ils acceptent un arrêt général le matin en plus des grèves tournantes pour l'après-midi. A l'assemblée du matin, les délégués C.G.T. repartent à la charge : « Il faut être raisonnable dans nos revendications, il faut obéir au syndicat et abandonner la grève tournante car nous sommes isolés, nous ne pourrions vous défendre etc... ». Les délégués demandent de voter à bulletin secret (le coup du mois de mai) pour le principe d'une grève d'une heure et l'abandon de la grève de harcèlement qui gêne tant le patron. Vu l'état de la mobilisation, un camarade répond immédiatement : « C'est une décision prématurée, même si c'est la bourse ou le syndicat qui le propose ». Le syndicat organise le vote quand même, mais sur 192 votants 150 sont pour la continuation de la grève de harcèlement et 38 contre... Il s'ensuit une nouvelle réunion du C.G. où des camarades viennent dire : « Nous sommes isolés et pour obliger le patron à céder, nous devons commencer par rompre cet isolement et informer les autres usines de ce qui se passe aux toleries. Des gars disent : « Faisons donc le tract tout de suite et pendant la grève d'une heure cet après-midi nous formerons des équipes de diffusion. »

C'est un moment critique pour la lutte. Ou bien le C.G. parvient à étendre la lutte, à obtenir le soutien d'autres usines et par là accroît le rapport des forces en sa faveur ou il ne parvient pas à accomplir ces tâches et la lutte piétine. Il suffit alors de peu de choses pour arrêter le mouvement. C'est ce à quoi s'est employé la C.G.T. dans le comité de grève. Un des délégués reprenant le chantage à la répression a déclaré : « On ne va pas faire la révolution !! Il faut tenir compte qu'il y a des gars qui ont des familles et que les étrangers peuvent être expulsés ». Beaucoup de gars du comité de grève y ont cru sur le moment et c'est ainsi que pour la première fois le C.G. s'est trouvé divisé et ceux qui voulaient continuer la grève de harcèlement se sont trouvés minoritaires.

Après cela la C.G.T. a le culot de distribuer le 5-11-69 un tract à Merlin Usine S où elle déclare : « ... Jusqu'au bout les militants C.G.T. ont organisé l'action avec les travailleurs, en fonction du rapport de force. Ils se sont jamais trouvés opposés avec les grévistes puisque la grève c'était le résultat de leurs explications (...). Et c'est par la conjugaison de toutes les luttes (d'usines) que des mouvements de plus grande envergure sont possibles ». Comment oser parler de conjuguer toutes les luttes d'usines quand on fait tout pour arrêter les luttes qui se développent et que l'on a peur comme de la peste qu'une information soit faite sur les luttes d'usines de la région. En réalité, la C.G.T. est prête à lancer des petites grèves, sous son contrôle, à les maintenir isolées pour se présenter ensuite à la porte du patron et lui dire : « Je suis un interlocuteur valable, je viens négocier 2 ou 4 % d'augmentations pour les ouvriers qui sont en grève. Vous pouvez me les accorder en toute tranquillité car ensuite j'irai expliquer aux travailleurs que c'est

une grande victoire pour eux, et ils reprendront le travail pour un an ou deux ».

Pour mener à bien cette politique de freinage des luttes, et c'est vital pour la C.G.T. qui veut rester « l'interlocuteur valable » du patron, la C.G.T. est souvent amenée à utiliser les mêmes armes que le patron pour faire peur aux ouvriers et les faire rentrer au bercail. Au lieu de raisonner dans le sens du développement de la lutte pour gagner ce que l'on revendique, la C.G.T. raisonne comme le patron : elle pratique le chantage à la répression, à l'expulsion pour les travailleurs immigrés, *au lieu de chercher les moyens de déjouer cette répression* comme l'a fait le Comité de Grève des Toleriers, tant qu'il a exprimé la volonté unitaire de la base.

Mais pour combien de temps ? Car voilà qu'aux Toleriers de Grenoble, comme à la Salador de Marseille, à la Pirelli de Milan, à la Fiat de Turin, dans tous les pays d'Europe, des ouvriers refusent de reprendre le travail avant d'avoir gagné, déjouent la répression par des actions de masse et vont jusqu'à bloquer la production pour obliger le patron à céder. TRAVAILLEURS, la lutte des Toleriers est un premier pas dans cette direction et ce mouvement est irréversible. Même si les travailleurs des toleries n'ont pas obtenu satisfaction quant à leurs revendications, une chose est sûre. On nous a trompés une première fois, ce sera plus difficile la prochaine car nous avons compris qui était de notre côté dans la lutte et qui ne l'était pas.

GROUPE en LIAISON autour d'I.C.O.

— ALBERTVILLE : Baptiste - 14, rue Félix Chautemps - 73 Albertville.

— CHAMBERY : Peyrache Jacques - 12, rue Basse du Château - 73 Chambéry.

— CLERMONT-FERRAND : Sabatier - B.P. 209 - 63 Clermont-Ferrand.
(ce groupe s'intitule M.A.R.S. - voir ICO n° 88 pour positions).

— GRENOBLE : Archinoir - voir ci-dessous.

— LE HAVRE : Perier - B.P. 11-47 - 76 Le Havre.
(cette adresse est aussi celle de l'A.E.I.S., présentation dans les numéros 85 et 86).

— LYON : Archinoir - voir ci-dessous.

— MARSEILLE : Cahiers du communisme de Conseils - Camoin, B.P. 15-13 - Marseille 12ème.

— MONTPELLIER : Séguret - 33 Bonnier de la Mosson, La Paillade - 34 Montpellier.

— PARIS : P. Blachier - 13 bis, rue Labois-Rouillon - Paris 19ème. — (les camarades de Paris se retrouvent chaque jeudi, à partir de 18 h., pour les tâches courantes, et deux fois par mois pour les informations de boîte et les discussions plus générales - demander adresse et dates).

— PERPIGNAN : Liaison, information ouvriers, étudiants, lycéens - Pasquier - 46, rue des Quinze degrés - Perpignan - réunion tous les samedis à 16 heures.

— TOULOUSE : Regroupement Informations et Liaisons étudiants ouvriers - Bruno - 41, rue Camille Desmoulins - 31 Toulouse, 04.

Maintenant que le travail a repris, non sans difficultés, le patron et les syndicats, la C.G.T. et F.O. essaient de se justifier aux yeux des ouvriers après l'échec de la lutte. Chacun a ses bonnes raisons, mais « personne » n'y croit plus. La C.G.T. attaque F.O. et explique que c'est le manque d'unité syndicale qui est la cause de cet échec. Mais l'unité des étiquettes syndicales n'est rien à côté de l'unité dans la lutte de 95 % des ouvriers et nous ne l'oublions pas. Quant aux responsables de F.O. qui osent écrire dans leur tract du 28-10-69 que cette lutte a été du folklore : ont-ils déjà oublié que dès le 1er jour de grève, la plupart de leurs syndiqués étaient en plein dans le mouvement ? Nous n'oublions pas pour notre part, que la seule initiative des délégués F.O. durant la grève fut une tentative de négociation avec le patron, dans notre dos, sans jamais venir s'expliquer devant l'assemblée des ouvriers !

MAIS LA DIVISION NE PAIE PLUS
LA LUTTE CONTINUE

Un groupe d'ouvriers des Toleriers.

Ce tract est distribué par un groupe d'étudiants qui ont voulu aussi manifester leur solidarité et apporter un soutien à la lutte de tous les ouvriers en aidant à la polarisation de notre lutte aux Toleriers.

Des camarades des Yvelines (78), de la Dordogne, de la région Ardèche - Gard, d'Alsace, de la Marne, de Normandie, de la région Angers-Le Mans, demandent à entrer en contact en vue de liaisons.

**

D'ARCHINOIR A UN CERTAIN NOMBRE D'INDIVIDUS
ET DE GROUPE

Nous vous proposons de vous envoyer régulièrement toutes nos publications (et documentations diverses), en échange de quoi nous vous proposons de nous adresser régulièrement tous vos tracts, documents, brochures, publications, etc... que vous pouvez faire (ainsi, s'il vous en reste, ce que vous avez publié, déjà).

Nous pourrions traduire ou diffuser vos textes, s'ils nous semblent intéressants, et dans la limite de nos possibilités. Si cela vous intéresse de traduire ou diffuser vos textes, nous sommes également prêts à vous aider.

Toutes discussions, rencontres, liaisons, favorisant le mouvement révolutionnaire international (évidemment quand on a quelque chose à se dire), sont à rechercher et favoriser.

P.S. - Nous vous demanderions d'envoyer à chaque fois, à chacune de ces adresses :

2 exemplaires à Jean Francoz - 29, rue des Champs-Élysées - 38 Grenoble.

3 exemplaires à Paul Navailh - D. 242, Cité Universitaire Jean Zay - 92 Antony.

3 exemplaires à Jean-Yves Beriou - 2, rue Saint-Jean - 69 Lyon (5ème).

Faute de place, la rubrique habituelle « publications » est reportée au prochain numéro.

Ce que nous sommes, ce que nous voulons

Ce texte ne constitue pas un programme ou une plate-forme d'action il constitue le point d'une discussion permanente entre tous les camarades d'I.C.O. chacun peut le remettre en question. En tout ou partie.

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis et syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation.

Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, ils utilisent les luttes pour des buts politiques, ils sont les auxiliaires de toute classe dominante dans un Etat moderne.

Nous pensons que c'est aux travailleurs de défendre leurs intérêts et de lutter pour leur émancipation.

Travailleurs parmi d'autres, nous essayons de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Dans les luttes, nous intervenons comme travailleurs et non comme organisation pour que les mouvements soient unitaires et pour cela nous préconisons la mise sur pied des comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous défendons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous tentons par des réalisations internationales de savoir aussi quelle est la situation des travailleurs dans le monde et de discuter avec eux.

Tout cela nous mène, à travers les problèmes actuels, à mettre en cause toute la société d'exploitation, toutes les organisations, à discuter de problèmes généraux tels que le capitalisme d'Etat, la hiérarchie, la gestion bureaucratique, l'abolition de l'Etat et du salariat, la guerre, le racisme, le socialisme, etc. Chacun expose librement son point de vue et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise. Nous considérons comme essentiels les mouvements spontanés de résistance à tout l'appareil moderne de domination alors que d'autres considèrent comme essentielle l'action des syndicats et des organisations.

Le mouvement ouvrier est la lutte de classe telle qu'elle se produit avec la forme pratique que lui donnent les travailleurs. Ce sont eux seuls qui nous apprennent pourquoi et comment lutter ; nous ne pouvons en aucune façon nous substituer à eux ; eux seuls peuvent faire quelque chose. Nous ne pouvons que leur apporter des informations au même titre qu'ils peuvent nous en donner, contribuer aux discussions dans le but de clarifier nos expériences communes et, dans la mesure de nos possibilités, que leurs fournir une aide matérielle pour faire connaître leurs luttes ou leur condition.

Nous considérons que ces luttes sont une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises et de la société par les travailleurs eux-mêmes.

informations correspondance ouvrières

Correspondance : **P. BLACHIER**, 13 bis, rue Labois-Rouillon - PARIS 19e

Abonnement : **1 an - 12 numéros : 15 F.**

Versements : **I.C.O., c.c.p. 20.147-54 PARIS**